



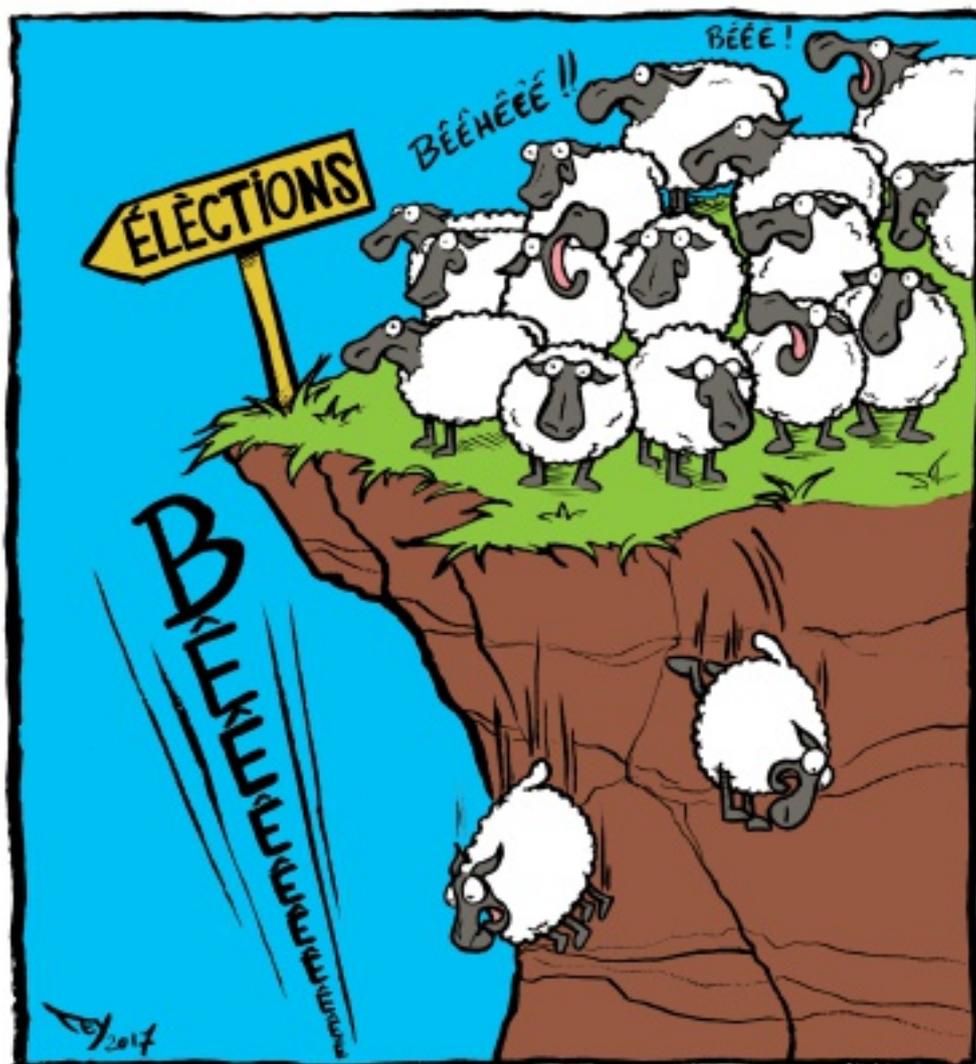
NARCHO SYNDICALISME



ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

NI DIEU, NI MAITRE

/// **EDITO** /// ELECTIONS,
PIEGE ABSCONS ! /// **ELEC-
TIONS** /// LA FOI ELECTO-
RALE : SOUS LA
RATIONALITE DEMOCRA-
TIQUE? UNE ILLUSION
QUASI RELIGIEUSE ///
POSTMODERNISME ///
MARCHE DE LA CONFU-
SION /// **CORRUPTION** ///
CORRUPTION COLLABORA-
TIVE
/// **CRITIQUE DE LA RELI-
GION** /// LE BLASPHEME,
CRIME IMAGINAIRE ///
PENSER LES LUMIERES ///
ATHEISME ET LAICITE ///
HOMMAGE /// COMPAGNON
FELIX
/// **CRISE DES REFUGIES** ///
CHRONIQUE DES REFU-
GIES SYRIENS /// **SIA** /// UN
MALHEUREUX MALENTEN-
DU /// SOLIDARITE INTER-
NATIONALE EN ACTION?
UN SOUTIEN AUX REFU-
GIES /// **MOUVEMENTS SO-
CIAUX** /// REFLEXIONS SUR
LA GUYANE /// **INTERNA-
TIONAL** /// VENEZUELA ///
CENETISTEMENT ///
HISTOIRE DES LUTTES ///
LE 1ER MAI C'EST NOTRE
HISTOIRE



2 EUROS /// N°154
MAI - JUIN 2017

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ELECTIONS, PIEGE ABSCONS !

Pour faire mine de répondre à la colère des uns, aux interrogations des autres, à l'inquiétude de tous, rien de tel qu'une bonne élection présidentielle avec son lot de discours souvent vertueux ; polis avec parfois des écarts tacites et entendus entre politiciens qui, tous, nous promettent des réformes. Ces réformes définitivement qualifiées de courageuses, d'indispensables, n'ont pourtant qu'un seul but : permettre aux nantis de continuer à exploiter les prolétaires. Ces discours démagogiques ne font que raconter une "modernisation" du capitalisme qui nous est encore vendue comme la solution à tous les maux et tentent de nous convaincre que nos intérêts sont les leurs. Il nous faudrait donc aller voter avec ferveur et conviction pour de prétendus "anti-système" qui sont pourtant les représentants du système lui-même. La propagande capitaliste bat son plein et ne recule devant rien pour ramener les gens vers l'urne sacrée et ses chîmères, malgré les dénonciations de ce qu'est la classe politique : une bourgeoisie corrompue imprégnée de mensonge.

De ceux qui persistent à aller voter, nous disons que, la propagande aidant, ils se pensent perspicaces car persuadés que les "mystérieux" rouages du monde leur impose de choisir un guide ; et, avec lui, ses buts. Le guide s'empresse, bien sûr, de désigner les buts : Nation, État, identité, sécurité, mémoire, ... car, là, il s'agit d'idiotiser ! Pour "Mieux comprendre" les gens et surtout être "mieux compris" par eux ; le choix du cœur, de l'affectif, serait la solution et non les choix politiques. Toute la subtilité de "nos" politiciens est là !

Système et idéologie réactionnaires que tout cela ?! Bah, les classes laborieuses persistent dans leur crainte de vraies mutations qui sont habilement caricaturées par le pouvoir comme brutales. L'appel à des réflexes pavloviens, la recherche d'un représentant, d'un style, d'une posture, c'est, là, la description d'une idéologie proto-fasciste. Pour mieux dépolitiser, rien de tel que de désigner les politiciens comme des vedettes. On les habille du costume de gladiateurs descendant dans l'arène pour des combats singuliers ... Mélenchon-Fillon, Le Pen-Macron, ... etc.

Plus tard, les élections passées, tels des seigneurs, ils feront et déferont des alliances et le feuilleton rituel des "affaires" fameuses reprendra ... Il s'agit d'acclamer une vedette, pas de choisir un concept politique différent ; car, peu ou prou, tous leurs discours "se valent". Nous le répétons à longueur d'élections : la classe politique en émoi est plutôt soucieuse de faire passer la pilule que de régler les problèmes.

La droitisation de la gauche de gouvernement, comme la dérive d'une frange de l'extrême-gauche se caractérise par l'abandon d'un projet fondé sur la lutte des classes au profit d'un conformisme politique. Les luttes ouvrières, les luttes sociales ? ... Volontairement oubliées, maquillées, écartées ! Cela tend peu à peu à effacer, dans les esprits, la culture de la lutte et des idées, celle d'être acteurs d'un projet de société qui, radicalement, remet en cause le système capitaliste qui n'a qu'un seul but : continuer à engraisser ceux qui en tiennent les rênes. Les discours des politiciens n'ont aucun contenu politique susceptible d'apporter une véritable réflexion ; toute remise en question des causes réelles est exclue, criminalisée ;

tout n'est que technocratie, gestion, chiffre. Leurs campagnes politiques se limitent à des effets de style et des déclarations ronflantes ; sauf quand il s'agit de plaire au medef !

La responsabilité des partis de "gauche", des syndicats, et d'une extrême-gauche à la dérive *1 est grande dans ce qui facilite beaucoup la pénétration des idées et comportements réactionnaires.

Récemment, tout le monde s'est extasié sur ce qui pourrait devenir un rituel "incontournable" et qui nous confirme le retour d'un rigorisme en phase avec le retour du religieux. A ce titre, les "excuses" présentées aux habitants de Guyane par la ministre des Outre-mer sont révélatrices. Cette repentance sous forme d'excuses aurait changé la donne des négociations visant à sortir la Guyane du conflit social ; afin de mieux acheter la paix sociale.

La solution commence, pourtant, par la contestation globale et le rejet du capitalisme. Cela débute par le refus de participer à la mascarade électorale, quelles que soient les prévisions. La soif de justice doit conduire à une révolte permanente contre un ordre social injuste. Détruire ce qui est mauvais est un désir naturel et puissant mais "on" frissonne devant ce qui ne serait pas "constructif". Ce refus des "idées négatives" n'est rien d'autre qu'une peur viscérale des révolutions. La fable sur ce qui est constructif ou non, sur ce qui est négatif ou non, est instillée par la trame de fond du discours dominant : Plus de grand élan ni de changement, nous souffle-t-il, soyez constructifs ! Soyez conservateurs !

///

1. Voir AS n° 153 page 10.

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 154 / Mai - Juin 2017 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 26 avril 2017 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

LA FOI ÉLECTORALE : SOUS LA RATIONALITÉ DÉMOCRATIQUE, UNE ILLUSION QUASI-RELIGIEUSE.

Bien souvent, il est accordé à la démocratie un fondement rationnel. Or, tout bien considéré, n'y a-t-il pas dans le fait même de la représentation démocratique un arrière fond religieux ?

Le "tribun du peuple", notamment, est censé incarner les espérances populaires. Il serait un véritable héros des temps modernes dont on attend de lui qu'il réalise des prouesses, des miracles. Il est le porteur de tous les espoirs et il serait à même, et à lui seul, de réaliser le grand chambardement tant attendu ; mais attention ! en respectant le cadre légal (un bien difficile challenge). La démocratie représentative a habitué le citoyen à toujours "déléguer", à ne jamais affronter directement les problèmes qu'il rencontre, à toujours passer par un médiateur. L'« ELU » qui, dès lors, se trouve paré de pouvoirs et de vertus sortant de l'ordinaire, tant et tant, que nous pourrions nous demander s'il n'aurait pas un coté éminemment christique ; celui du nouveau messie.

Comment cette croyance en un possible changement par les urnes se maintient-elle, malgré la longue succession d'échecs de tous les projets réformistes ? Les expériences amères des lendemains qui déchantent ont beau se répéter à travers l'histoire et sous toutes les latitudes, le mirage d'une refonte de la société par le biais des élections continue, encore et toujours, à susciter l'enthousiasme d'une partie encore trop importante de la population ; heureusement, des personnes de plus en plus nombreuses refusent d'adhérer à cette croyance et se tiennent maintenant loin des urnes.

Croire que le système peut être transformé radicalement par le simple jeu des élections, c'est croire que ce système fondamentalement injuste, inégalitaire et violent, basé sur la domination sans partage d'une classe de riches capitalistes qui exploitent et volent la grande majorité des populations, mettrait de sa propre initiative à la disposition des classes exploitées un moyen pour le renverser.

Comment imaginer un seul instant qu'un système aussi tyrannique que le capitalisme pourrait organiser son propre suicide ? Comment continuer à

croire que l'on pourrait tout changer sans rien changer ? Comment l'absurdité d'une telle proposition n'apparaît-elle pas dans toute son évidence ? Comment interpréter la longévité de cette croyance irrationnelle ?

C'est, sans aucun doute, parce que, justement, les dévôts du réformisme sont prisonniers d'une croyance, qu'il leur est toujours extrêmement difficile de se libérer et de s'affranchir d'une illusion en exerçant une raison critique qui semble leur faire défaut. Se défaire de cette illusion est d'autant plus difficile que le système de la démocratie représentative entretient, et à grand frais, cette conviction qui laisse

croire au citoyen qu'il est réellement actif et qu'il est capable d'influer sur les destinées de la société dont il est membre. A chaque élection, c'est une énorme machine de propagande qui se met en place. Elle occupe tout l'espace médiatique et les résultats même de la consultation électorale font l'objet d'une dramatisation qui vise à ne laisser personne indifférent. Tous les moyens sont utilisés pour passionner et aveugler les citoyens en entretenant le suspense jusqu'au dénouement.

Comme lors des jeux du cirque dans la Rome antique, la plèbe est invitée à statuer sur le sort des candidats « combattant », à décider de la vie ou de la mort politique des gladiateurs électoraux : le bon peuple, rendu particulièrement crédule, doit au sortir du spectacle être persuadé qu'il détient et qu'il a, réellement, exercé un pouvoir décisif.

Les candidats sont bien sûr tenus de contribuer autant que possible à faire vivre la flamme de la foi électorale et ils le font en endossant des "habits de lumière". A la suite d'un rituel quasi-magique, les voici redevenus d'une innocence virginité. Pour calmer le mécontentement et la colère populaires, pour faire oublier les difficultés de la vie quotidienne, pour faire croire en des lendemains qui chantent, il faut absolu-

ment du nouveau. Qu'à cela ne tienne, et à l'encontre de toute rationalité, les candidats n'hésitent pas à se présenter comme des femmes ou des hommes absolument nouveaux.

La grande messe électorale a besoin d'illusionnistes, de prestidigitateurs capables de faire disparaître la réalité et de faire rêver, le temps d'une campagne. Le tour de passe-passe favori de tous les candidats consiste à faire oublier aux électeurs leur propre passé (même très récent). Pour la plupart, ils ont déjà été hommes ou femmes de pouvoir, ministres, sénateurs, députés ou grands cadres de banque ; tous ont à cœur de décrier le "système" dont ils ont pourtant si longtemps bénéficié et dont ils comptent bien continuer à profiter. Les voilà, tous, soudainement touchés par la grâce, pleins "d'idées" magnifiques pour améliorer notre sort. Que n'ont-ils mis en œuvre toutes ces mesures alors qu'ils en avaient la possibilité. Les voilà, tous, qui se proclament en rupture avec un système qui les a grassement nourris et qui continuera de les nourrir ; pas de spectacle d'illusions sans illusionnistes, pas de religion sans prêtres ou prophètes.

Dans ce concours à la "nouveau", cette année, la palme de l'audace, le pompon de l'effronterie, est, sans conteste aucun, revenu au tribun du peuple Janus Lucius Melanchonus qui, lui, carrément prétend à l'insoumission. Trente années au parti socialiste, ministre, sénateur pendant dix ans, et présentement député européen, c'est sans aucun doute possible la trajectoire-type d'un insoumis. Qu'on se le dise ! Comme toutes les religions, l'électoralisme repose sur des croyances et des manipulations de l'Histoire et de la réalité présente. Le simple bon sens, la réflexion rationnelle et l'esprit critique permettent de mettre en évidence son caractère mensonger et fallacieux. De la même manière que, en ce début de vingt et unième siècle, nous constatons un retour de l'intégrisme religieux, nous nous apercevons aussi de la permanence de croyances tout aussi religieuses et nous voyons bien que la foi dans les urnes (savamment entretenue par la propagande d'État) semble encore avoir, au moins, quelques beaux jours devant elle.

///

MARCHE DE LA CONFUSION

C'était la deuxième édition de cette marche; la première ayant eu lieu le 31 octobre 2015. Ce sont toujours les assignations identitaires qui en sont le fer de lance. Cette fois-ci, elles n'ont pas été lancées par le PIR, mais par des associations de familles de victimes quand même soutenues par les collectifs identitaires de la nébuleuse indigéniste dont son représentant le plus connu reste tout de même le PIR.

Comme pour la première édition, qui fut correctement jaugée comme une manifestation « anti-blancs » par certaines organisations (CGT, FSU, MRAP, ...), cette année, les signataires n'ont eu aucun problème à s'allier avec des groupes et des personnalités réactionnaires jugeant que « en deux ans, les choses ont beaucoup évolué » à l'instar de Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme¹. Néanmoins, si le caractère « anti-blancs » n'est cette fois pas revendiqué, nous retrouvons encore une fois dans cet appel, le discours infect de Houria Bouteldja (la porte-parole du PIR). Il est fait usage de termes tel que « racisme structurel », d'une référence à « l'occupation de la Palestine » que l'État français est accusé d'entériner, à diverses assignations identitaires et à la revendication d'un passé de colonisé.

En pleine période de tensions où la colère et les mobilisations sont fortes autour de l'affaire Théo, cet appel confusionniste lancé par la nébuleuse indigéniste (qui veut substituer la lutte des races à la lutte des classes) tente d'instrumentaliser la mort de Rémi Fraisse et les violences policières subies par les manifestants de la loi travail au même titre qu'une présumée « répression ciblée des Musulmans notamment via des perquisitions, des assignations à résidence et des fermetures de mosquées totalement arbitraires », ajoutant, là, encore un peu plus de confusion.

Il y a une liste impressionnante de signataires qui est consultable sur Médiapart² et où nous retrouvons de nombreux groupes « antifascistes français », quelques groupes libertaires (ce qui en dit long sur ces derniers), des groupes se déclarant « antiracistes » et contre l'islamophobie ; une nébuleuse post-moderniste, post-colonialiste, et divers collectifs allant du post-féminisme aux intermittents en passant par

les écologistes, divers groupes de zadistes, des groupes de nuit debout, des groupes politiques hors de France (jusqu'en Amérique) tel que Podemos, des groupes syndicalistes tel que SUD.

Viennent ensuite les signatures individuelles dont, bien évidemment, celles de certains chanteurs ayant des côtés prosélytes tels que Médine (qui ajoute également sa sympathie aux divers quenneliers) ou Kery James, une longue liste d'intellectuels d'Amérique du Nord et, assez édifiant, celle de P. Poutou qui signe à deux lignes de Tariq Ramadan, nous y retrouvons également le chauvin Frédéric Lordon, et aussi divers syndicats (SUD-Solidaires, FSU...), enfin quelques partis de la gauche de la gauche de gouvernement (PCF, Front de gauche, NPA, PG).

Dans un remarquable art de la confusion, cette version 2017 est, tout de même, très fortement suspectée d'être « pro-Blancs ». En effet, une tribune publiée le 11 mars dernier, dans Médiapart, rapporte les mots de Abdoulaye Traoré lequel affirme : « Je ne marcherai pas pour les Blancs » et « Cette marche est organisée pour (...) reconforter les alliés blancs (...). Elle n'est pas organisée en direction des habitants des quartiers populaires (...). Je trouve insultant de parler [en leur] nom ».

Sur le site « Quartiers libres », d'autres « militant(e)s de banlieues sont excédés par "la couscoussière parisienne" et la "nouvelle bourgeoisie militante" », ce qui est révélateur de la fracture du « milieu militant » parisien.

Les paroles de Assa Traoré, la grande sœur d'Adama (mort en juillet à la suite d'une interpellation musclée) sont d'une grande naïveté lorsqu'elle déclare qu'elle ne signera pas l'appel, elle non plus, au motif que « Dimanche, des cars vont partir de villes de province pour emmener des militants à Paris. Mais il n'y en aura aucun pour aller chercher les jeunes des quartiers

populaires. Personne n'est allé les voir. Ils ne sont pas au courant de cette marche. Ils ne viendront pas ».

Ce qui est encore plus significatif de ce confusionnisme, c'est la dépense d'une partie de l'argent récolté à partir des donations populaires au profit des familles. Cet argent a servi à payer des vigiles de sociétés privées afin d'encadrer la journée, cortèges et concerts. Schizophrénie ou confusion, lorsque le PIR dénonce le système sécuritaire de l'État français et que, en même temps, il fait appel à un service de sécurité privée ?

Entre le refus des militants « des quartiers populaires » qui accusent la marche d'être « trop blanche », sûrement suite à des discours d'inspiration raciale, et le refus de certains signataires prosélytes, réactionnaires, pan-islamistes, postmodernes et fascistes, nous, anarchosindicalistes et libertaires, seront toujours présents pour manifester contre les violences policières, et nous nous devons de dénoncer encore et toujours les individus et les organisations confusionnistes qui sont totalement à contre-courant des combats que nous menons. Il n'est, évidemment, pas question pour nous de les cautionner et, encore moins, de nous allier à des individus qui, sous couvert de lutte contre les discriminations et les violences policières plébiscitent le communautarisme et attisent les délires identitaires et religieux.

Les transformations que nécessite la société ne peuvent être menées avec des individus et/ou des organisations qui, non seulement, se posent artificiellement en médiateurs des quartiers populaires et des banlieues, mais qui, également, évacuent les causes réelles de la misère sociale au profit d'idéologies basées sur l'ethnie, la race, la religion, l'antisémitisme, et qui s'opposent au métissage et à la mixité, avec des relents mysogines et homophobes³.

///

1. http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/03/19/la-marche-pour-la-justice-et-la-dignite-divise-les-quartiers-populaires_5097015_3224.html?xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.fr%2F 2. <https://blogs.mediapart.fr/marche19mars/blog/191216/le-19-mars-une-marche-pour-la-justice-et-la-dignite> 3. Il suffit de lire les discours de Tariq Ramadan ou de Houria Bouteldja pour en être convaincu.

CORRUPTION COLLABORATIVE

A l'approche des élections présidentielles, tout ce petit monde politique, de droite comme de gauche, est en pleine effervescence. Chacun y va de ses promesses et c'est à qui tiendra le plus joli discours, fera le plus rêve, suscitera le plus d'illusions. Rien de nouveau sous les projecteurs, nous direz-vous, ça fait des lustres que ça dure. A chaque élection, c'est pareil ! Les vendeurs de rêve, les bonimenteurs professionnels sortent du placard pour capter les suffrages des électeurs. L'élection présidentielle de 2017 aura, au moins, cette utilité qui est d'attirer l'attention du public sur les pratiques de ses élus : népotisme, parjures, détournements de fonds publics, enrichissements personnels, etc.

En vérité, tous ces faits, parfaitement scandaleux, dont les médias font leurs choux-gras depuis quelques mois ne dévoilent qu'une partie minuscule de la réalité qui baigne les institutions. Ils ne sont que la partie émergée du système de pseudo-démocratie dans lequel nous vivons. A bien y regarder, les auteurs avérés de ces magouilles politico-financières ne se distinguent pas des petits délinquants livrés à la vindicte publique par les médias, mais, alors que les seconds volent pour assurer leur survie, les premiers auréolés du prestige que leur procure un mandat électoral pillent avidement et sans vergogne l'argent public pour accroître leur patrimoine familial souvent déjà très conséquent. Pour scandaleuses que soient ces dérives, il en est pourtant de bien plus graves et qui, en outre, se pratiquent au vu et au su de tout un chacun. Une fois adoubé par le suffrage universel, chaque parlementaire dispose d'une liberté de parole et d'action quasi-totales puisqu'il n'aura, en réalité, de comptes à rendre à ses électeurs qu'à la fin de son mandat. Son statut fait de lui un citoyen à part, l'incarnation de la volonté populaire et donc doté d'une légitimité et d'un prestige indiscutables : l'impunité juridique liée à son statut en est la marque tangible. Parce qu'il participe à

la production des lois, des règlements, des normes, il est le détenteur d'un réel pouvoir dans tous les domaines de la vie en société-



Il ne faut donc pas s'étonner qu'il devienne l'objet d'une multitude de sollicitations de la part de tous ceux, individus ou associations, entreprises ou groupes financiers, qui ont des intérêts à faire valoir. Mais cela n'atténue en rien leur culpabilité.

Dans les temps anciens, ces solliciteurs s'appelaient des courtisans et ils venaient flatter le souverain pour obtenir ses faveurs. Aujourd'hui, ce système subsiste mais il s'est modernisé, professionnalisé, et il fait, désormais, partie du paysage. Aujourd'hui, à proximité de chaque lieu de pouvoir, des bureaux de lobbying se sont créés afin de

prendre à charge la défense des intérêts de groupes industriels ou financiers. Les intérêts en jeu, financiers et industriels, sont considérables, titanesques. Et pour parvenir à leur but, faire promulguer telle loi, rendre inopérante telle autre ou modifier telle norme, les employeurs de ces conseillers (officiellement, leur métier consiste à informer les parlementaires de façon à leur donner une vision précise du sujet traité) vont mettre à leur disposition des moyens considérables. Il est évident que, pour parvenir à leur but, ils vont devoir créer une relation de qualité avec ces parlementaires et comme le dit un dicton populaire «les cadeaux, surtout quand ils sont de bon goût, font naître et entretiennent l'amitié». Tout cela fait le bonheur des vendeurs des costumes de luxe, des chaussures haut de gamme, etc. Il se dit que les lobbyistes sont très grassement payés mais il faut reconnaître qu'ils obtiennent des résultats remarquables.

Par exemple, pendant des dizaines d'années, ils se sont battus pour que l'amiante ne soit pas interdite. Ils connaissaient les dangers mortels de l'amiante depuis plus de quatre-vingt ans et c'est en 1967 que le caractère mortifère de ce produit a été démontré scientifiquement. Pourtant, jusqu'en 1997, date de l'interdiction officielle de l'amiante en France, les industriels ont pu continuer à le vendre pour leur plus grand profit (TVA incluse !). Dans nombre de pays, l'amiante est toujours utilisé. Chaque année, 3000 personnes meurent, en France, pour avoir inhalé de l'amiante. Au total, dans le monde, plusieurs centaines de milliers de personnes sont mortes ou vont mourir à cause de ça. Le scandale de l'amiante est tellement monstrueux que l'on serait en droit d'espérer que, au nom du principe de précaution, les industriels et les pouvoirs publics y regardent désor-

mais à deux fois avant d'autoriser la mise sur le marché de produits potentiellement, mais surtout fortement soupçonnés, d'être dangereux.

Quelques exemples très actuels nous montrent qu'il n'en est rien. Un des herbicides les plus utilisés en agriculture est le Roundup. Il s'en vend plus de 800 000 tonnes par an dans le monde. La France en est le plus gros consommateur européen. Ce produit est fortement soupçonné, depuis de nombreuses années, d'être cancérigène. En mars 2015, l'OMS l'a classé cancérigène probable. Pourtant, en mars 2017, l'agence européenne des produits chimiques l'a déclaré non cancérigène !! Pour comprendre comment ces deux organismes sont parvenus à des résultats aussi contradictoires, il faut savoir qu'ils ne parlent pas de la même chose.

Le Roundup est constitué de deux substances, la substance active, le glyphosate, doit, pour détruire un végétal, être obligatoirement associée à une autre substance. Or, il faut savoir que les réglementations européennes (et vive l'Etat de droit !) imposent que l'évaluation de la toxicité d'un produit se fasse en prenant la substance active isolément (?? !!). Les techniciens européens ont, donc, vérifié la toxicité du glyphosate en l'isolant de toute autre substance. Les techniciens de l'OMS ont, eux, étudié les effets du Roundup. Or, si le glyphosate isolé n'a pas d'effet herbicide du fait

que les plantes ne peuvent pas l'absorber, quand il est associé à une autre substance, il devient un redoutable tueur. Si l'OMS considère que le glyphosate est potentiellement cancérigène, ce n'est pas pour taquiner les producteurs d'herbicide. C'est parce que les tests montrent que quand le glyphosate est associé à certaines substances, il provoque des cancers. Sous la pression des associations, les techniciens européens ont testé les effets du Roundup, mais ne reculant devant aucune supercherie pour parvenir à leurs fins et obtenir l'autorisation de mise sur le marché, les firmes ont mis en avant des tests biaisés, car effectués sur des périodes trop courtes : les tests effec-

tués par ailleurs (OMS, laboratoires indépendants) montrent que les cancers n'apparaissent qu'au bout de plusieurs années (5 à 7 ans). Mensonges, tricheries ... tous les moyens sont bons pour parvenir au but recherché ; nous en oublierions presque que ces gens mettent réellement en danger la santé et la vie des gens. Ainsi, aux États-Unis, un collectif de plusieurs centaines de travailleurs agricoles, utilisateurs de Roundup ayant développés un lymphome non hodjkinien (cancer), intente un procès au fabricant. Les exemples de l'amiante et du Roundup sont particulièrement éclairants sur les pratiques des dirigeants politiques et du grand patronat ainsi que sur leur niveau de moralité puisque la valeur qu'ils accordent à la vie et à la santé des habitants de notre planète est proche de zéro. La seule chose qui compte pour eux, c'est le pouvoir et l'argent. Leur seule règle, c'est d'avoir «encore plus, toujours plus». Leur seule morale, c'est que «tout s'achète et tout se vend» (surtout les élus !). Et ce n'est pas la décision prise récemment par un tribunal belge, d'accorder «royalement», et après des années de procédure 25 000 euros aux descendants

aussi les victimes et continuer le criminel business. Les indemnités payées sont en effet bien ridicules si nous les comparons aux milliards d'euros de profits liés à la vente de tous les produits toxiques vendus par les industries : l'amiante, les herbicides, les perturbateurs endocriniens, etc. Comparées aux salaires des patrons des multinationales qui produisent ces poisons, ce sont des brouilles. Chacun pourra méditer cette évidence : "Dans le système capitaliste, la vie d'une ouvrière ne vaut que quelques heures d'un salaire de PDG". Nous avons évoqué les scandales de l'amiante et du glyphosate ; nous aurions pu en citer des dizaines d'autres : perturbateurs endocriniens ou particules fines liées au diesel, destruction de la bio-diversité ou destruction des forêts tropicales, réchauffement climatique ou pollution des océans, etc. La liste serait très longue, mais tous ont un point en commun : ils ont tous la même origine, c'est la soif de richesse et de pouvoir, l'insatiable désir de s'enrichir et d'exploiter les autres qui amène les membres des classes dirigeantes à prendre ces décisions aussi criminelles que suicidaires. Certaines décisions politiques et économiques mettent en danger toute l'humanité.

Partout les puissances de l'argent et les politiciens collaborent au mépris de la vie des populations et de l'avenir de l'humanité.

Les vieux principes

anarchistes, «le pouvoir rend fou et l'homme incorruptible n'existe pas» se vérifient chaque jour. La démocratie représentative est donc une escroquerie puisqu'elle repose sur une illusoire relation de confiance entre l'élu et les électeurs : si l'électeur accepte d'abdiquer sa souveraineté en faveur de l'élu, c'est parce que l'élu est supposé être parfaitement informé, être de bonne foi, être incorruptible et être censé mettre en œuvre ce pourquoi l'électeur l'a élu. Il faut que le peuple soit bien crédule pour, encore et toujours, croire à ce genre de mythes. Refuser de participer à cette mascarade particulièrement stupide est un premier pas raisonnable vers la solution. L'abstention est la seule "attitude réaliste". ///

"Partout les puissances de l'argent et les politiciens collaborent au mépris de la vie des populations et de l'avenir de l'humanité. Les vieux principes anarchistes, «le pouvoir rend fou et l'homme incorruptible n'existe pas» se vérifient chaque jour."

d'une ouvrière décédée d'une maladie causée par l'amiante (cause reconnue par le tribunal), qui les amènera à modifier leurs pratiques. Dans ces procès, il est, souvent, plutôt question d'argent et ces firmes cherchent encore à en donner le moins possible pour clore ce qui n'est pour eux qu'un litige juridique. S'ils établissent des «responsabilités» ponctuelles, ils ne changent rien aux pratiques. La solution ne peut être que politique ; mais seulement voilà, les politiciens sont à vendre ! ou à acheter ! ça dépend où vous vous placez. Cela rend, de fait, cette justice juridique complice et aussi immorale que ceux qui sont sur le banc des accusés. La philosophie de ces derniers reste la même : acheter

LE BLASPHEME, CRIME IMAGINAIRE

Selon le dictionnaire Larousse, le mot "blasphème" s'emploie pour désigner une parole ou un discours impie qui outrage la divinité, la religion ou ce qui est considéré comme sacré. Nous comprenons alors pourquoi toutes les religions ont, de tout temps, condamné le blasphème et féroce persécuté les blasphémateurs. La liste des personnes condamnées pour blasphème ou sacrilège (le blasphème est un discours, le sacrilège est un acte) à travers les siècles est extrêmement longue ; et nous n'en finirions pas d'énumérer toutes les victimes de l'intolérance religieuse.

Sur ce point-là, toutes les religions se valent. Certains martyrs sont célèbres. Au XVII^e siècle, Galilée fut condamné pour blasphème après avoir affirmé que la terre tournait autour du soleil ; Giordano Bruno fut brûlé vif pour avoir dit que l'univers était infini ; Jean Servet finit sur un bûcher pour s'être opposé à Calvin à propos de la doctrine de la prédestination ; le chevalier de la Barre est mort sur la roue pour le simple fait d'avoir conservé son chapeau au passage d'une procession religieuse. Au VII^e siècle, les poètes arabes Abu Afak et Hotaiya furent exécutés pour avoir dit des poèmes jugés blasphématoires etc. Les noms de centaines de milliers de personnes torturées, lapidées, brûlées vives, et autres atrocités, pour avoir critiqué le christianisme, l'islam, le bouddhisme, etc, ont été perdus.

"Jésus-Christ n'a jamais existé. Pour preuve, il n'a jamais rien écrit ; aucun des auteurs ou historiens vivant à son époque n'a jamais mentionné son existence ; les évangiles ont été rédigés au moins 70 ans après sa mort et se contredisent". Si, en Europe, nous pouvons, aujourd'hui, dire ou écrire librement de telles paroles sans risquer d'être traduit devant un tribunal ou de se faire assassiner dans la rue, c'est parce que des milliers de personnes, de penseurs, de philosophes se sont battus contre les totalitarismes religieux et ont, dans la loi et dans les mœurs, imposé la liberté de conscience. Les hommes et les femmes des lumières ont joué un grand rôle dans ce combat.

Dans beaucoup de pays, pouvoir critiquer la religion est une liberté, mais le blasphème est toujours considéré comme un crime dans de trop nom-

breux autres États. En 2012, le Pew Research Center estimait que 22 % des pays et territoires ont des lois anti-blasphème et que 11 % disposent de textes pénalisant l'apostasie. Les sanctions juridiques pour ces transgressions vont de l'amende, en passant par la prison et les châtiments physiques (coups de fouets) jusqu'à, dans plusieurs pays, la peine de mort. Chaque année, des personnes y sont condamnées par des tribunaux pour avoir osé revendiquer leur athéisme ou simplement pour avoir affirmé, par exemple, que l'islam est une religion violente, que Mahomet fut un chef de guerre sanguinaire et sans pitié pour ses rivaux. Ces faits sont, notamment, illustrés par sa décision (après



sa victoire sur la tribu juive des Qurayza) de faire décapiter tous les hommes, d'emprisonner les femmes et de violer la très jolie fille du chef le jour même où il fit décapiter son père, son mari et ses frères. De tels actes lui vaudraient aujourd'hui d'être traduit devant un tribunal pour crimes de guerre.

Après avoir mis fin à la diversité religieuse dans la péninsule arabique, Mahomet exigeait de ses fidèles une

obéissance inconditionnelle et ne tolérait aucune divergence d'opinion, sa religion aspirant à dominer le monde. Pour avoir dénoncé ces faits et avoir dit que l'idéologie fascisante était ancrée dans les racines historiques de l'islam, l'écrivain allemand d'origine égyptienne Hamed Abdel-Samad fut condamné à mort par un collège de théologiens. Il est, depuis lors, obligé de vivre sous protection policière. Cette condamnation apparaît comme totalement normale pour ces "savants" puisque Mahomet lui-même a trouvé raisonnable et justifié le meurtre d'une femme qui l'avait simplement insulté. Le cas est similaire pour le palestinien Whaleed Al-Husseini. Il a revendiqué son athéisme et déclaré que "En vertu des actuelles lois internationales, je pourrais porter plainte contre Mahomet pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, vols, viols, pillages et destructions. Le Prophète serait condamné pour esclavagisme, commerce illicite d'êtres humains, pédophilie, misogynie et racisme envers les non-musulmans". Pour ces paroles, il a été obligé de fuir son pays, la Palestine, et il vit aujourd'hui sous protection policière. Pourtant chacune de ses affirmations correspond à des actes du "prophète" Mahomet lesquels sont historiquement fondés.

Nous ne pouvons donc que nous inquiéter devant les efforts que la très puissante Organisation de la Conférence Islamique (organisation internationale reconnue par l'ONU et regroupant 57 États membres) déploie pour faire reconnaître par la communauté internationale une spécificité islamique en matière de droits de l'homme et de liberté d'expression. Le but de l'OCI est de promouvoir, partout dans le monde, l'islam, considéré comme religion supérieure à toutes les autres avec ses conceptions politiques et morales prescrites par le Coran et la charia. Ces textes, écrits au VII^e siècle, régissent aujourd'hui encore la société islamique, l'oumma, considérée comme le modèle social idéal et indépassable. L'OCI

8●●●● CRITIQUE DE LA RELIGION ●

conteste donc l'universalité et le caractère laïque de la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'ONU et prétend lui substituer les deux "Déclarations islamiques universelles des droits de l'homme" (datant de 1981 et 1990) qui font clairement prévaloir l'esprit de la Charia sur toute autre considération et limitent, de fait, la liberté en matière de blasphème et du droit à choisir sa religion. Le fait que l'OCI s'arroge, d'office, le qualificatif "universelle" pour ces déclarations islamiques laisse supposer le caractère mégalomaniaque des buts poursuivis. Elles affirment, par exemple, que "il ne peut y avoir ni délit, ni peine, en l'absence de dispositions prévues par la charia ...", "tout homme a le droit d'exprimer librement son opinion pourvu qu'elle ne soit pas en contradiction avec les principes de la Charia ...", "tous les droits et libertés énoncés dans la présente déclaration sont soumis à la charia ...". Ce faisant, l'OCI ne fait qu'appliquer, à la lettre, les consignes coraniques. Le coran est, pour les musulmans, le livre sacré contenant la parole de dieu qui par l'intermédiaire de l'ange Gabriel l'aurait dicté à Mahomet. Il est donc intangible et éternel ; toute modification est impossible et les musulmans doivent suivre ses prescriptions à la lettre sous peine d'encourir les foudres de dieu.

Depuis plusieurs années, les États membres de l'OCI dénoncent systématiquement toutes les critiques et les blasphèmes envers l'islam (caricatures de Mahomet, discours de Benoît XVI à Ratisbonne, films, affaire Charlie hebdo, livres, tracts, etc.) qu'ils prétendent être partie d'une "campagne d'islamophobie" et ils demandent aux États non-musulmans attachés à la liberté d'expression d'introduire dans leur législation la pénalisation du délit de "diffamation des religions". Toute leur argumentation consiste à développer l'idée que la critique des religions (critique qui peut être acerbe, violente ou pleine d'humour) est obligatoirement une diffamation, donc assimilable à une forme de racisme, et ils vont jusqu'à prétendre que l'islamophobie est un antisémitisme. Il est révélateur de constater que les pays membres de l'OCI les plus en pointe dans cette croisade sont ceux (Arabie Saoudite, Pakistan, Soudan, etc) qui appliquent, avec le plus de zèle, les sanctions prévues par la charia contre les transgres-

seurs (homosexuels, fornicateurs, etc) et autres blasphémateurs : décapitations, lapidations, amputations, fouet, etc. L'activisme forcené de l'OCI et des organisations associées (Ligue arabe, ligue islamique mondiale, assemblée mondiale de la jeunesse islamique, etc) a fini par payer puisque le conseil des droits de l'homme (dépendant de l'ONU) et l'assemblée générale de l'ONU ont introduit des résolutions condamnant directement, ou en termes sibyllins, la diffamation des religions. Ces résolutions doivent réjouir tous les créationnistes, et autres ennemis de la Raison, qui considèrent comme démoniaques certaines vérités scientifiques car contraires aux affirmations très claires des textes sacrés. Dans la logique de ces théologiens, les tribunaux devraient condamner pour blasphème ceux qui affirment que la terre est ronde et tourne autour du soleil, les défenseurs des théories de l'évolution, etc. En effet, la Bible et le coran affirment que le soleil tourne autour de la terre (le coran affirme même que la terre est plate, que le soleil court tous les soirs vers son gîte, etc). En fait, les textes sacrés sont pleins de contradictions et d'absurdités scientifiques.

Que des organisations religieuses, bornées au point de défendre de telles inepties, dépensent des fortunes pour imposer des lois et des sanctions pénales datant d'un autre âge à la communauté internationale, il n'y a, là, rien d'étonnant. Le combat qui oppose tous les fondamentalistes et autres intégristes aux partisans de la Raison est aussi vieux que les religions. Par contre, il est très surprenant que des organisations ou des partis politiques qui s'affichent comme progressistes mêlent leur voix à ce concert d'obscurantisme. Pour justifier leur engagement, ils avancent une argumentation fallacieuse du genre « L'Islam est la religion des pauvres ». Cette affirmation doit bien faire rigoler les milliardaires saoudiens, iraniens, koweïtiens, marocains etc ainsi que les commerçants de la Mecque et Médine qui depuis des siècles s'enrichissent sur le dos des pèlerins crédules. Toute religion est d'abord un ensemble d'institutions basé sur des textes "sacrés", donc incontestables, dont la fonction est de justifier et de pérenniser, par référence au surnaturel, l'organisation hiérarchique de la société. Toute société divisée en classes sociales antagonistes a besoin, pour durer, d'une

croyance religieuse, que ce soit en une divinité transcendante ou laïque - culte de la raison, de la nation, de l'État, idéalisation d'un personnage etc) ; en réalité, plus prosaïquement, ils courtisent les prolétaires de culture musulmane issus de l'émigration parce qu'ils espèrent qu'ils iront renforcer leur organisation. Que des libertaires et des marxistes, en ce début de XXI^e siècle, acceptent (par opportunisme ?) de s'allier avec des bouchers sunnites, chiïtes, etc est symptomatique de l'état de déliquescence de l'extrême-gauche.

La lutte contre tous les obscurantismes, et en particulier les superstitions religieuses, est un élément essentiel de tout projet émancipateur et révolutionnaire. La critique des religions, le blasphème, est une liberté fondamentale conquise de haute lutte par les progressistes et les révolutionnaires des siècles précédents. Des dizaines de milliers d'entre eux ont perdu la vie dans ce combat, et c'est faire insulte à l'intelligence humaine que de vouloir légaliser le blasphème. Un vieux copain, aujourd'hui respectable grand-père, a raconté que, jeune galopin, il poursuivait les curés en soutane en croissant, qu'il décorait les portes des églises d'inscriptions à la craie "Dieu est mort" et qu'un jour, surpris dans une église par un vieil abbé en train d'uriner dans un bénitier, il avait reçu la plus magistrale paire de claques de toute son existence. Aujourd'hui, ces actions lui vaudraient une comparution devant un tribunal pour enfants et les gros titres de la presse à sensations. Les temps changent ... et, tout doucement, ils nous renvoient à de sombres époques où des auteurs aussi respectables que Rabelais, Descartes ou Spinoza étaient obligés de fuir pour avoir ouvertement critiqués ou s'être moqués des religions et de leurs serviteurs.

Pour notre part, nous revendiquons, haut et fort, la liberté de blasphémer et nous affirmons, à la suite de Pelloutier, que "nous sommes vraiment des hommes sans dieu, sans maître et sans patrie". ///

A lire car écrits par des ex-musulmans : Le fascisme islamique, une analyse de Hamed Abdel-Samad éditions Grasset et La fabrique du musulman de Nedjib Sidi Moussa éditions Libertalia

ATHEISME ET LAICITE

Dans le débat sur ce que peuvent encore nous apporter aujourd'hui les penseurs des "Lumières", il y a malheureusement le constat d'un échec au moins partiel. Les penseurs des lumières ont fait émerger une conception du monde fondée sur le vrai et le faux, c'est-à-dire objective. Cette conception du monde a écarté une conception subjective qui avait, une fois pour toutes, défini ce qu'était le bien et le mal. Cette conception était définitivement issue d'une parole prétendument révélée, d'où découlaient mensonge, superstition et barbarie. S'il nous faut donc, entre autre, revisiter ces penseurs afin de tirer les conclusions qui s'imposent ; cela ne suffit pas. Après avoir conquis la tolérance pour tous et envers tous, il s'avère que, dès que nous baissons la garde, et que des circonstances sont recréées, cette tolérance est retournée contre nous par ceux qui trouvent intérêt à combattre tolérance et solidarité. C'est dans ce cadre-là que nous abordons le thème de l'athéisme et de la laïcité.

Sur la laïcité, nous avons entendu beaucoup de choses ; un peu tout et n'importe quoi, ainsi que son contraire. Cependant, une chose est sûre. Si la laïcité fait autant débat, si elle est attaquée – ou dénaturée – c'est qu'elle est devenue gênante pour certains. En tous cas, le sujet ne laisse personne réellement indifférent.

Aux premières loges, nous avons, bien entendu, les religieux qui poussent leurs croyants à prêcher la prétendue bonne parole. Ne soyons pas sots. Il s'agit, là, de faire, avec des croyants - qui ne demandent souvent qu'une chose, c'est de vivre en paix sans qu'un dogme ne transforme leur vie en enfer - de vrais militants (ou carrément des "combattants") de la foi. Certes, tous ne mordent pas à l'hameçon, mais les plus crédules (ou les plus désespérés) se laissent piéger ; et avec quel résultat ? Je vous laisse y songer ... Charlie hebdo ... etc.

Dans un concert d'affirmations exaltées, et sur fond de terrorisme islamiste, les religieux entendent maintenant, tirer profit de la situation que, d'une façon ou d'une autre, ils ont contribué à créer et qu'ils entendent bien alimenter. Les intégrismes musulmans ne sont pas les seuls en cause, car tous les autres intégrismes sont sur la même longueur d'onde. Ils ont investis à peu près tous les domaines ; notamment, ceux liés au pouvoir politique*1 et les médias. Le « courage » légendaire des élus, qu'ils soient de gauche ou de droite, y est, bien sûr, pour quelque chose. Lors des massacres, de Paris ou

de Nice, les voilà tous, bras dessus, bras dessous, dans une union sacrée-ment hypocrite et opportuniste. C'est qu'il s'agit encore d'investir l'espace public, la politique et le champ social mais toujours les médias. Les religieux voudraient, avec l'aide des modèles de corruption que sont les élus, être les interlocuteurs de "leur" communauté en matière d'ordre public, d'éducation et de morale (comprendre idéologie) en

"La laïcité ne consiste pas en un égal accès des religions et des religieux à l'espace public, mais dans l'absence totale de manifestations religieuses et prosélytes dans ce même espace public, sans pour autant nier à chaque individu sa liberté de croire en ce qu'il veut et de pratiquer le rite de son choix à titre privé, librement, sans que sa croyance ne vienne imposer des tensions et des conflits dans les relations sociales."

déclarant que la laïcité serait l'égal accès de toutes les communautés et de toutes les sectes religieuses à ce fameux espace public où elles seraient représentées par leurs cadres religieux. Ce sursaut de la religion accompagne à merveille le discours sur l'identité. Mutuellement, ils se nourrissent l'un, l'autre. Il y a, là, un habile retournement du discours qui nous conduit à rappeler ce qu'est la laïcité.

La laïcité ne consiste pas en un égal accès des religions et des religieux à l'espace public, mais dans l'absence totale de manifestations religieuses et prosélytes dans ce même espace public, sans pour autant nier à chaque individu sa liberté de croire en ce qu'il veut et de pratiquer le rite de son choix à titre privé, librement, sans que sa croyance ne vienne imposer des tensions et des

conflits dans les relations sociales. Ce genre de tensions est clairement porteur d'idéologie et les religions s'y sentent pousser des ailes. Les religieux feignent de croire que tout le monde est soumis à une religion. Pourtant, un grand nombre d'individus rejette toutes les religions ; athées, agnostiques ou, même, certains déistes se revendiquant sans rite et sans appartenance contraignante.

Il n'est même plus question de l'individu, ni même de liberté individuelle et encore moins de Liberté. Seule la sécurité, notamment celle que la tradition seule apporterait, serait souhaitable ; donc, pas un mot sur les athées. Ces derniers sont, pourtant, des gens lucides qui ont une forte individualité – ce qui n'implique pas l'égoïsme – puisque dotés d'un esprit critique suffisant pour prendre leurs distances avec les dogmes et, de ce fait, tout le monde peut bénéficier de leur indépendance et de leur ouverture d'esprit.

Nous affirmons que le seul et véritable rempart contre l'obscurantisme, c'est l'athéisme, que c'est lui qui donne réellement naissance à la Laïcité et que c'est, donc, lui qui est la meilleure défense de cette même laïcité. Point de langue de bois, l'athéisme n'est pas un angélisme mais les individus,

de par leur indépendance d'esprit, cherchent à choisir eux-mêmes la voie qu'ils estiment la meilleure pour eux. Même quand un athée opte pour l'égoïsme le plus étroit, il n'a en rien le profil type des fanatiques que seules les religions sont capables d'engendrer avec les individus les plus crédules. L'athéisme est tolérant sur les choix de chacun - à condition d'une réciprocité - et c'est donc à ce titre-là qu'il est à la source même de la laïcité. Il y va donc de la responsabilité de tous les athées de s'organiser dans un esprit qui est leur pour faire barrage à l'hégémonie de l'obscurantisme rampant. Bien sûr, il y a des croyants de bonne volonté, et qui sont tolérants. Mais, tôt ou tard, le dogme viendra se heurter à leur bonne volonté. S'il n'y a pas forcément

d'hostilité, il y a toujours séparation, car le dogme est toujours subi. Et combien s'y opposeraient si les circonstances étaient à l'intensification religieuse d'une fièvre conquérante pleine de promesses ?

L'ennemi le plus tangible de l'athéisme, comme de la laïcité, est le communautarisme lequel s'appuie directement sur des mystifications de la réalité. Religions du livre, certes, mais attention aussi au réel esprit religieux qui peut se dissimuler derrière toute idéologie qui deviendrait alors dogmatique.

En France, il serait interdit de dresser des statistiques religieuses. Nous nous sommes, donc, posé la question de savoir pourquoi cette interdiction à propos des religions ; quelle pourrait être la raison exacte de cette interdiction sans pour autant cautionner tout ce qui va dans le sens de dresser des listes. La réponse qui nous vient comme une évidence, (probablement pas la seule) est que le catholicisme est

en perte de vitesse depuis bien longtemps ; avant même la séparation de l'église et de l'État. Cela ne s'est pas arrangé pour lui avec la hausse du niveau d'instruction et de culture, ni avec la soif d'émancipation qui l'a balayé pendant l'entre-deux guerres et après la libération de 1944-45. Ce que l'église catholique et les autres sectes convoitent, ce n'est pas d'entrer dans des statistiques qui les desserviraient, mais bien d'exercer une influence (le pouvoir) par "le haut" et, pour le catholicisme au moins, de se proclamer religion d'État, mais aussi comme religion de l'UE*1. Rappelons qu'à ce titre, le Vatican veut faire inscrire, dans les textes européens, que les racines de l'Europe sont judéo-chrétiennes ! Pourtant, le continent européen n'est pas juste âgé de 2000 ans. Le vieux continent a connu des migrations nombreuses et diverses, ainsi que le paganisme pendant des dizaines de milliers d'années, avant de connaître la tyrannie du catholicisme, rapidement

rejoint dans son expertise de la barbarie par les églises réformées et l'islam. Le vatican ambitionne également d'y inscrire la référence à dieu avec tout ce que cela peut entraîner.

Reconnaître officiellement que l'ex-religion d'État serait minoritaire au détriment de l'athéisme et de l'agnosticisme auxquels viendraient s'ajouter des individus affranchis de l'autorité des religieux et des religions serait bien plus qu'un camouflet. En effet, cela constituerait l'acte officiel de décès du catholicisme dans une région dénommée « la fille aînée de l'église ». Cela serait aussi donner une visibilité officielle aux non-croyants, pourtant heureux sans dieu ni religion, ou au pire moins malheureux sans cela. ///

1. La réception de tous les chefs d'Etat européens, le 24 mars 2017 par le pape ... au vatican n'est pas anodine ni de pure politesse, mais elle révèle la collusion entre l'église catholique et de nombreux politiciens.

COMPAGNON FELIX

Félix, à la conquête du bonheur.

⚡⚡ **Nous sommes des révoltés de toute les heures, des hommes vraiment sans Dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même."**

Citation de Fernand Pelloutier (1867-1901)

Quand il voulait exprimer brièvement ce que cela signifiait d'être anarchosindicaliste, c'était ces mots de Pelloutier qu'il utilisait. Cette citation, il avait choisi de la traduire en espagnol pour le premier meeting anarchosindicaliste qui eut lieu après la mort de Franco. Ce 27 Mars 1977, un rassemblement massif avait été organisé par la CNT espagnole renaissante. Sans doute parce que la loi définitive d'amnistie ne fût votée qu'en octobre, sans doute parce qu'ils il n'avaient pas eu de passeport, et sans doute aussi à cause d'une cer-

taine prudence héritée d'une longue clandestinité, les dirigeants de la CNT en exil avaient envoyé Félix en éclaireur pour les représenter. Ce jour-là, dans les arènes de San Sebastian de Los Reyes à Madrid, la présence de trente mille voix entonnant les hymnes anarchistes sans aucune intervention policière signa réellement la fin de la dictature. Félix était alors âgé de 24 ans et cette expérience le marqua pour toute sa vie. Tous ceux qui l'ont approché ont eu droit, au mois une fois, à sa description homérique de ces journées où, sous les couleurs du drapeau rouge et noir, toute une foule d'hommes et de femmes de tous les âges s'est enivrée d'une liberté perdue depuis près de 40 ans.

Dans le film « Furia Libertaria », nous pouvons ainsi le voir à la tribune composée de ceux qui, en prenant tous les risques, ont reconstruit la CNT intérieure. Il y a, là, Juan Gomez Casas, José Luis Garcia Rua, et il y a aussi des militants de la résistance libertaire tel Fernando Carballo. Ce dernier a défié Franco toute sa vie, et il le paye en sortant le dernier des geôles franquistes où il aura passé 26 ans, et Carballo prend la parole pour clamer que, en prison, il n'existe ni pri-

sonniers politiques ni prisonniers de droit commun, il n'y a que des prisonniers sociaux. A la suite, les premiers comités de prisonniers verront le jour.

Parler de Félix, c'est se remémorer l'histoire contemporaine de ce mouvement pour lequel il a tant oeuvré des deux côtés des Pyrénées et, parler de cette histoire, c'est aussi pointer combien ces temps-là étaient emplis de joie et d'espoir.

Espoir, c'est justement le nom du périodique dans lequel il va collaborer dès son adhésion dans la CNT dans l'après mai 68. Il aimait à résumer ces journées, « une révolution sans révolutionnaires »

disait-il « où tous les jours nous faisons le tour de la ville sans autre perspective que celle de recommencer le lendemain ». Dans les années qui suivent, la jeunesse dans son ensemble va profiter de cette libération. La contestation était à la joie, mais avec la joie, on ne fait que la moitié du chemin ; car, pour changer de société, il faut aussi de la volonté. A la différence de beaucoup d'autres, Félix a compris que le bonheur ça se conquiert.

Espoir, donc, parce que depuis 1961, lors d'un autre état d'urgence subséquent à la guerre d'Algérie, les journaux de la CNT en exil avaient été interdits par le pouvoir gaulliste.*¹ Espoir était le fruit d'un malicieux pragmatisme. En 1962, il devient l'organe de la CNT française alors pratiquement inexistante mais qui avait l'avantage de ne pas être frappée d'interdiction. Les pages extérieures étaient rédigées en français mais le reste l'était en espagnol à destination de la nombreuse militance de l'exil, laquelle était la vraie cible de l'Espoir.

Le rouge et le Noir, la joie et la volonté, l'interdit et l'autorisé, l'espagnol et le français, la ministre anarchiste. La première femme qui fut ministre en Europe était anarchiste et elle se nommait Federica Montseny. A la fois oxymore idéologique et monument historique, elle était alors réfugiée à Toulouse et dirigera la rédaction de l'Espoir, et si « j'ose dire » c'est sous son aile que Félix prendra la plume ; Comme l'Espoir est un hebdomadaire, c'est chaque semaine sous les pseudonymes de Peilharot (chiffonnier en toulousain) ou de Xavier Frolan (anagramme de Félix Navarro) que, pendant des années, il va alimenter les colonnes du journal confédéral. Cette expérience éditoriale lui servira par la suite pour développer une presse anarchosindicaliste spécifiquement française.

Comme les vieux, de plus en plus vieux, nous quittaient, l'Espoir cessa de paraître en 1982. Les temps qui suivront seront moins drôles et moins enthousiastes. En Espagne, la machination criminelle de la Scala marquera le début d'une autre époque, celle des scissions. D'autres fantômes viennent agiter la société. En ce nouveau siècle, nos idées sont à la peine, et non seulement nous avons encore des maîtres de plus en plus vils et insolents, mais, sous un autre nom, voilà Dieu qui fait son retour. Le ciel s'assombrit, c'est le temps des épreuves. Et de façon insensible, Félix est devenu Papy.

PAPY, le temps des épreuves.

Traverser une épreuve, que le lecteur veuille bien un instant s'arrêter sur cette expression ; tous ceux et celles qui ont connu un coup du sort, un coup du patronat ou un coup d'État, tous ceux qui ont eu à affronter une affaire juridique ou un drame, savent en quoi cette situation est semblable à celle d'une traversée. Il faut faire face à de tels dossiers comme nous prenons la mer, nous nous embarquons pour une aventure dans laquelle il faudra surmonter bien des difficultés imprévues, des orages, des voies d'eau, des avaries et des trahisons ; de multiples obstacles seront à vaincre pour arriver au bout. Nous n'arrivons pas à l'autre rive d'un océan d'une seule enjambée, pas plus que nous n'enjambons le destin, nous le traversons d'une rive à l'autre. Et pour de tels voyages, Félix était l'équipier idéal.

Que ce soit pour défendre les travailleurs du bâtiment, ceux de l'éducation, les salariés des maisons de retraite, ceux de Utopia, les ouvriers de Nataïs, des aide-soignantes ou des employés de commerce, que ce soit des cas individuels ou dans des luttes collectives ... que cela se termine aux prud'hommes, en correctionnelle ou aux assises, Félix prenait tous ces cas à cœur quelle que soit les juridictions. Comme il a blanchi sous le poids des procès et des tracasseries, les plus jeunes l'ont donc surnommé « papy ». Tous ceux et celles qui l'ont connu à de tels moments savent que face aux vents mauvais de l'exploitation éhontée et aux déferlantes de mauvaise foi, ce papy-là faisait preuve, dans la tempête, d'autant de courage que le marin le plus intrépide.

Nous avons vu cet homme, déjà malade, qui, de tousjours, fut de faible constitution, frileux et casanier, répondre à l'appel d'une famille plongée dans une tragédie. Nous l'avons vu traverser la France en plein hiver, entrer dans le tribunal d'une ville qu'il ne connaissait pas, y défier le président de la cour d'assises, prendre la parole, contredire des experts aussi ignorants que prétentieux, et défendre ainsi brillamment une femme qu'il n'avait jamais vu. Tel était Papy. Tel il restera dans nos coeurs.

Le matin du 28 Février 2017, Félix « Papy » a traversé l'épreuve ultime, il a traversé ce que les grecs, de façon allégorique, appelaient le Styx, un fleuve que l'on traverse seul, et à jamais.

Les Compagnons de la CNT-AIT de Toulouse.

1. Le 02 novembre 1961 : Un décret émanant du gouvernement dirigé par Michel Debré, et signé Roger Frey, interdit les principales publications de l'exil espagnol : Solidaridad Obrera, CNT, España libre et El Socialista. Pour contourner cette interdiction, Solidaridad Obrera et CNT seront « hébergées » par la CNT française et paraîtront dès lors sous les titres « Le Combat syndicaliste » (Paris) et « l'Espoir » (Toulouse), publications bilingues.

CHRONIQUE DES REFUGIÉS SYRIENS

En 2015 et 2016, nous vous avons, dans ce journal et à diverses reprises, entretenus de la situation de réfugiés syriens fuyant la guerre. Après un très long et difficile périple, ils avaient pu trouver refuge dans les appartements désaffectés, mais en bon état, d'un immeuble de la cité des Izards à Toulouse. A l'initiative de la CNT-AIT Toulouse, une association de bénévoles, « du lait pour les enfants syriens » s'est créée, leur apportant ainsi une aide tant matérielle (nourriture, vêtements, etc) que psychologique et morale (aide juridique, cours d'alphabétisation, scolarisation des enfants, organisation de rencontres avec les gens du quartier). Cette initiative dura jusqu'à ce que, mai 2016, le bailleur social (Habitat Toulouse), propriétaire de l'immeuble, obtienne par décision de justice leur évacuation (en appel, la justice annulera cette décision, mais seulement, après que l'immeuble fut évacué et rendu volontairement inhabitable par habitat Toulouse lui-même).

Après un court passage dans un gymnase, près de 120 réfugiés syriens (ceux décomptés par l'administration, sur 180) se retrouvèrent, pour certains en CADA, parfois très loin de Toulouse, pour d'autres dans des hôtels, les autres en squat. La conséquence : des familles éclatées, séparées parfois par de longues distances, des scolarités perturbées, voire interrompues, des processus d'intégration bloqués. Tous les liens de solidarité et d'entraide que les membres de la petite communauté de réfugiés tissaient entre eux, tout le travail de reconstruction de soi effectué par ces personnes qui étaient gravement perturbées par des épreuves tant physiques que morales, tout cela a été détruit d'un seul coup par l'administration.

Nombre de familles, relogées dans des hôtels, quelquefois insalubres (littéraires infestées de punaises...), incapables de s'adapter à ce cadre de vie (et pour cause : on ne peut s'y faire à manger) ont très vite déserté ces lieux et sont retournés vivre en squat. D'autres ne supportant plus de vivre dans un CADA, loin de leur famille, ont suivi le même chemin. Ce faisant elles ont perdu certains des avantages liés à leur statut de réfugiés.

Or, pour tout réfugié, le statut constitue un but à atteindre, un sésame permettant d'accéder à plus de tranquillité et de sécurité. Les conventions internationales disent clairement que les pays doivent accorder l'asile aux réfu-

giés et ne peuvent pas les forcer à retourner dans leur pays d'origine ; elles définissent comme réfugié toute personne obligée de quitter son pays du fait de son appartenance communautaire, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques ou reli-



gieuses. En France, le statut de réfugié assure aux personnes qui l'obtiennent un certain nombre de droits, et ce pour leur permettre de se reconstruire et de s'intégrer (hébergement, aide financière, possibilité de travailler, possibilité d'obtenir un jour lointain la nationalité française etc). Mais ce statut ne s'obtient qu'après de très longues et difficiles démarches. La personne doit constituer un dossier et prouver qu'elle rentre bien dans le cadre défini par la loi. Par exemple, elle doit prouver qu'elle est dans son pays d'origine l'objet d'une menace directe. Imaginez la difficulté pour une personne fugitive, ne maîtrisant pas le français, souvent traumatisées ...

Si elle ne peut le prouver, si elle est originaire d'un pays en guerre, elle peut

bénéficier d'une protection subsidiaire, obtenir le statut de "réfugié subsidiaire" (qui n'existerait qu'en France). Ce statut inférieur donne, bien sûr, moins de droits et il doit être renouvelé tous les ans. Créé lors des guerres de Yougoslavie, il montre bien les réticences de l'Etat à accueillir des réfugiés, quelque soit leur pays d'origine. L'administration française (l'OFPRA) fait preuve d'une grande méticulosité dans l'examen des dossiers, ce qui explique qu'en 2015 le délai moyen de traitement d'un dossier dépassait les 15 mois, et si 80.075 demandes d'asiles ont été enregistrées, 61.716 décisions ont été rendues et 19.506 décisions de protection subsidiaire ont été accordées, soit un taux de 31,6 %. La qualité de réfugié ne s'accorde sans doute plus qu'aux seuls ministres et grands financiers, un réfugié lambda ne peut, en effet, prouver que la bombe qui lui est tombée dessus portait son nom ...).

Pour comprendre ce que signifient ces chiffres, il est nécessaire de les comparer avec les statistiques des autres pays européens : on découvre alors que l'Allemagne a la même année enregistré 476.510 demandes d'asile, que l'Italie, la Bulgarie, la Finlande, les Pays-Bas

ou l'Autriche ont des taux d'acceptation des dossiers qui varient de 50 à 82 %, et, chiffre encore plus révélateur, que la France se situe seulement au 14^e rang européen si on rapporte le nombre de réfugiés à la population totale. Au 31 décembre 2015, il y avait en France 183.222 réfugiés, 21.624 bénéficiaires de la protection subsidiaire et 1.326 apatrides. Le moins qu'on puisse dire est que la France, qui se dit "pays des droits de l'homme", dont les gouvernants ne cessent de mettre en avant les traditions d'accueil et d'hospitalité, sixième puissance économique mondiale ne fait en réalité pas preuve de beaucoup de générosité en matière d'accueil ! Certains pays beaucoup plus pauvres sont bien plus hospitaliers. Les chiffres montrent clairement que l'on

est très loin de « l'invasion massive » décrite par certains. Tous les discours xénophobes qui tendent à instrumentaliser ces phénomènes migratoires dans un but politicien en développant dans la population un réflexe de peur et de repli sur soi n'ont donc aucune légitimité et doivent être combattus (un bouc émissaire, c'est si pratique). Les populations en fuite ne sont pas responsables des catastrophes politiques, climatiques ou économiques qui les ont contraintes à l'exode et on ne devrait jamais oublier que la richesse des pays occidentaux s'est construite en partie sur l'exploitation sans limite des richesses des pays du Sud. Les lois d'airain et de sang du système capitaliste s'appliquent toujours plus durement sur les plus faibles.

Face à l'afflux relatif de personnes poussées par la misère, les pouvoirs publics tiennent en France des discours très volontaristes et pleins de bons sentiments. A les entendre, la situation des réfugiés est quasiment idyllique et tout serait fait pour leur faciliter la vie ! La réalité ne correspond pas du tout à cette fiction entretenue par les médias. A Toulouse par exemple, certaines des familles de réfugiés syriens chassées en mai 2016 de la barre des Izards après bien des péripéties se sont retrouvées à la rue. De nouveaux squats se sont donc ouverts, en particulier dans ce même quartier des Izards (étant en cours de boboisation, nombre de logements y sont inoccupés mais sont en bon état) et, chaque fois, oubliant toutes les promesses, le bailleur très social, Habitat Toulouse, lance des procédures juridiques pour demander l'expulsion des occupants sans titres et réclame, parce qu'il n'y a pas de petit profit, le paiement de loyers de plusieurs centaines d'euros pour des appartements déclarés par lui insalubres donc sensés inhabitables. Depuis mai 2016, dans le seul quartier des Izards, 2 autres squats ont été évacués par la "force publique".

Cette fois, c'est un couple de particuliers (qui a déjà vendu pour environ 500.000 euros son bien à 3 groupes financiers dont un qualifié de social) qui

vient d'assigner en ce début de printemps 10 familles. Certaines ont déjà été délogées de la grande barre en mai 2016 puis d'un autre d'un squat en novembre 2016). Les jugements seront rendus en mai (procès ce 28 avril). Ces comportements n'empêchent pas des élus toulousains d'affirmer sans honte que « Toulouse soutient les réfugiés, accueille les enfants dans ses écoles »...

En réalité, le principal soutien que reçoivent ces expatriés est le fait de personnes bénévoles, dont des intermédiaires. En effet, les Syriens que nous

"chaque fois, oubliant toutes les promesses, le bailleur très social, Habitat Toulouse, lance des procédures juridiques pour demander l'expulsion des occupants sans titres et réclame, parce qu'il n'y a pas de petit profit, le paiement de loyers de plusieurs centaines d'euros pour des appartements déclarés par lui insalubres donc sensés inhabitables."

rencontrons, presque tous originaires de la ville d'Homs détruite à 95 %, parlent uniquement l'arabe syrien, ils ont commencé à apprendre le français mais encore peu l'écrivent. Ce sont les bénévoles qui apportent une aide administrative et juridique, s'occupent de scolariser les enfants, organisent des cours d'alphabétisation pour les adultes, redistribuent des colis de nourriture, de vêtements, tissent des liens avec les habitants des quartiers, etc. Il faut crier à l'aide auprès des services sociaux (bon travail de certaines assistantes sociales, galère avec Pôle emploi, aide de Médecins du Monde, de la Case de santé, de la PASS, d'autres ..), aller à la Préfecture, à l'OFII, accompagner si possible de traducteurs (bénévoles eux aussi). Leur effort s'apparente à un véritable travail de Sisyphe car il leur faut sans cesse recommencer et les problèmes sont multiples. Déstabilisés, car vivant en permanence dans des conditions très précaires et sous la menace d'une expulsion, harcelés pour des problèmes auxquels ils ne comprennent rien, ne pouvant travailler pendant tout le temps où ils ne sont pas reconnus réfugiés subsidiaires (et quelques-uns ont fait appel pour obtenir le statut de réfugié), nombre d'entre eux finissent par somatiser et tomber malade. L'absurde obstination des autorités crée parfois des

situations ubuesques : on a vu ainsi des enfants scolarisés dans une école publique toulousaine obligés de suivre leurs parents, évacués d'un squat, à l'extérieur du département et se retrouver privés d'école, on a vu des refus d'accorder un statut à des personnes pour une simple erreur de traduction, on a vu... en fait chaque réfugié a son histoire propre, ses drames indicibles (personnes kidnappées, violées, blessées, disparues) parfois certains racontent leur histoire; comme celle de ce réfugié syrien né à Bagdad dans un quartier portant un nom kurde et qui

s'est vu refuser le statut de réfugié car supposé de nationalité turque, ou bien celle de ce réfugié unijambiste (blessure de guerre) qui affirme avoir franchi

les barrières de 4 mètres de haut isolant Ceuta (enclave espagnole au Maroc), ou bien celle de ces parents syriens ô combien heureux, qui au bout d'un mois ont pu racheter leur fils kidnappé au Maroc par d'ignobles individus.

A entendre toutes ces histoires, tous ces fragments de vie, on saisit l'infinie souffrance de ces gens et on comprend que les liens de solidarité qu'ils ont noués entre eux sont leur seule richesse, leur force, qu'ils sont devenus indispensables à leur vie et que malgré tous les efforts ubuesques des administrations pour essayer de briser ces liens (pour quelle mystérieuse raison ?) ils finissent toujours par se regrouper. Et les bénévoles se battent pour essayer d'amener l'Etat, la ville et les bailleurs à être plus compréhensifs, plus humains (ne pas isoler 1 famille syrienne seule dans un village), pour leur faire comprendre que leur attitude est génératrice de tensions, de violence, qu'elle rend beaucoup plus difficile l'intégration des réfugiés, qu'elle favorise objectivement le travail souterrain des intégristes religieux. On ne pourra amener les autorités à changer de politique qu'en créant un rapport de forces favorable aux réfugiés, ce à quoi doivent travailler toutes les personnes éprises de liberté et d'égalité.

///

UN MALHEUREUX MALENTENDU ...

LE 115 CONFISQUE NOS TENTES PENDANT PRES DE 20 HEURES

Nous avons abrité une famille de réfugiés avec 2 enfants dans 2 petites tentes. Il s'agissait d'une mesure d'urgence sociale et humanitaire juste au niveau du 115, au 66 avenue Etienne Billières. Au bout d'une semaine, la préfecture prend en charge cette famille et lui accorde quelques nuits d'hôtel ; une mesure provisoire pouvant être renouvelée permettant à la famille de dormir dans un vrai lit, sous un vrai toit. Les 2 tentes sont pliées et les employés du 115 les rangent dans leurs locaux.

Ce même soir, vers 17H00, une autre famille arrive et ne sait où dormir, ni comment manger. Elle est assoiffée. C'est un couple dont la seule richesse est ce bébé de 6 mois et ces 2 gamins de moins de 5 ans. Un couple totalement démuné, sans valise ni sac ; les poches vides. Après une restauration au resto du coeur à Héraclès, après avoir procuré à la maman de quoi nourrir et changer son bébé, nous revenons avenue E. Billières. Nous obtenons enfin le 115 par téléphone et la discussion s'enclenche. D'un côté nous réclamons les 2 tentes et de l'autre ça persiste à ne pas les rendre. Même pas une pour y abriter les enfants. Nous étions bien loin d'imaginer un tel refus, catégorique et sans appel. Même pas une pour éviter que les gaminoux dorment à la belle étoile, victimes des bestioles friandes de sang jeune.

Les employés du 115 prétextaient que les tentes en question appartenaient à la famille récemment admise à l'hôtel ; comme si on pouvait imaginer que la première des choses que font des réfugiés sans moyens financiers c'est de se procurer des tentes ! Avec des couvertures, des duvets et des loupiotes pour voir la nuit !

Les employés du 115 prétextaient aussi que la mairie n'aimait pas voir des gens se réfugier sous des tentes, la nuit tombée ; les employés refusaient de nous les rendre sous prétexte que les voisins se plaignaient. Il est vrai que si les autorités se chargeaient plus rapidement des réfugiés, les mettaient sans tarder à l'hôtel ou dans des lieux appropriés, les voisins ne se plaindraient pas de voir des pauvres, parmi les plus

pauvres, devant la fenêtre de leur salle à manger. Pourtant, la solidarité existe parmi ces voisins ; comme cette dame qui vient donner de quoi boire et manger à ces malheureux ; et cette autre qui descend pour leur tenir compagnie et même leur donner des rudiments de langue française.

En fait, le 115 cherche toujours des prétextes pour ne pas nous rendre nos tentes. Ce n'est que vers 23H30, avec l'arrivée de ceux qui disent "Stop aux laissés pour compte dans les rues de Toulouse" qui trouvent toujours moyen de venir en aide aux plus défavorisés, qu'une tente spacieuse est montée. La famille est mise à l'abri et les enfants dorment sur des matelas et sous des couvertures chaudes !!

Il faudra parlementer jusqu'au lendemain à 17H00 pour que les employés du 115 se rendent compte de leur erreur, pour que le malentendu soit levé et que surgisse la lumière sous les tentes. On nous rend nos tentes, nos duvets et nos couvertures. Un employé du 115 ira jusqu'à remettre du lait pour le bébé qui tétait dans les bras de sa mère – touchant.

Tout est bien qui finit presque bien. Presque, parce que cette même famille à l'heure où ce compte-rendu est rédigé pour le journal « Anarchosyndicalisme ! » est encore sous la tente - un autre couple, âgé, a été sous mis sous une tente juste à côté - la préfecture fait la sourde oreille et ne se presse pas de mettre ces enfants et leurs parents ainsi que ce vieux couple de réfugiés, sous un toit.

Le traitement des réfugiés est vraiment problématique et la lenteur administrative est agaçante. Bien que les employés de la préfecture puissent prendre des initiatives très rapidement comme nous pouvons le constater tous les jours. Comme cela fut le cas pour un couple d'albanais, cet été, dont le bébé venait de naître, à Toulouse, oui, et qui risquait de se retrouver à la rue avec leurs 2 autres enfants de moins de 6 ans. Cette famille a vite été placée en appart-hôtel.

Ce traitement est des plus problématiques parce que les réfugiés de-

mandent le statut d'asile mais cela ne se passe pas comme ils le pensaient : vite fait bien fait, avec la possibilité de trouver un travail rapidement !! Ha! ces mirages de l'occident !! Cette vie rêvée dans une France accueillante, pays des droits de l'Homme !!

Mais revenons à ce parcours du combattant pour les réfugiés. Ils font d'abord une demande de RDV pour remplir un dossier de demandeur d'asile. On leur demande de revenir dans un mois et demi ou plus pour lancer l'affaire. Ce n'est qu'à ce moment-là que les autorités françaises prennent en charge les familles. Pendant un mois, voire un mois et demi, les familles doivent se débrouiller seules pour dormir, manger et se changer. Il est vrai que sans billet de métro tout devient vite compliqué pour se rendre d'un lieu à un autre en ville. Et puis il y a aussi ces RDV qui tombent juste à l'heure du repas de midi !!

Heureusement que des associations spécialisées font ce qu'elles peuvent, et font beaucoup, comme le secours populaire et les resto-du-coeur, des personnels de la croix-rouge, aussi. Et puis, il y a aussi le restaurant social du Grand Ramier qui vient de fermer le service du soir, du dimanche et des jours fériés. Il y a aussi ces hommes et ces femmes qui ne peuvent pas tolérer ni fermer les yeux quand des gens dorment dans la rue. "Stop aux laissés pour compte dans les rues de Toulouse". Oui ! Il y en a des gens qui ne sont pas animés par des égoïsmes partisans ou individualistes ; mais qui sont animés par cet esprit humaniste, rejetant l'esprit de chapelle, refusant le défaitisme et toujours prêts à donner de leur temps et plus pour secourir les autres. Je ne passerai pas sous silence ces étudiants qui font des collectes de nourriture et ces autres toulousains qui donnent des leçons de français. Se nourrir est, pour les réfugiés, très compliqué ; alors si, en plus, il y a des bébés et des enfants en bas âge ...

C'est pourquoi nous appelons à l'entraide. Pour ce faire prenez contact auprès du journal « Anarchosyndicalisme ! » ou, si vous préférez, venez le midi devant la cafétéria du crous de l'université du mirail.

///

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN ACTION. UN SOUTIEN AUX RÉFUGIÉS.

L'aide aux réfugiés s'inscrit totalement dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence permanente. En effet des familles entières, avec des enfants et même des bébés sont livrées à elles-mêmes. Des jeunes gens vivent, on ne se sait trop comment. Quand ces personnes arrivent, elles n'ont rien ou alors si peu. Et les administrations se réfugient derrière des arguties vraiment spécieuses. Elles se renvoient la balle de la responsabilité quand elles ne nous font pas traîner de bureau en bureau et de numéro de téléphone en numéro de téléphone. Il arrive heureusement que des fonctionnaires facilitent les choses comme l'accès à un abri sûr avec un lit et certaines commodités.

L'urgence humanitaire, des premiers recours et des premiers secours : trouver un endroit où passer la nuit puis manger et étancher la soif.

Un gros travail d'accompagnement est fait en donnant les adresses utiles (médecins, urgences ; où se nourrir, où se vêtir, où se laver) ; en les menant aux

agences administratives spéciales pour réfugiés ; et tout simplement en leur signalant sur un plan où se trouvent le lieu où ils doivent se rendre.

Des collectes sont organisées et la distribution se fait le jour même. Ils nous est arrivé que l'on nous donne de la nourriture pour les bébés (des petits pots et du lait). La distribution est faite selon que les personnes ont la possibilité de cuisiner ou non (quand la préfecture accorde des nuits d'hôtel, il n'y a, souvent, pas de coin cuisine, ni de bouilloire, ni de cafetière pour se faire chauffer de l'eau ou du lait, le matin). Manger est si compliqué en ces temps de gaspillage : au nom de la santé et de la sécurité

aux personnes, il se jette une incroyable quantité de nourriture.

Où dormir, aussi, est compliqué. Au nom de cette même sécurité, des tas de familles sont à la rue ... comme si la rue offrait une meilleure ... sécurité !

Pour ce qui est des transports, c'est aussi la grande galère. Heureusement que des contrôleurs compatissants ferment les yeux, mais les autres

... Pour simplifier les démarches des réfugiés, certaines administrations se les répartissent et certains d'entre eux se voient obligés de traverser la ville à l'aller comme au retour - quand elles ne leur donnent pas le rendez-vous à une heure où il ne pourront pas se rendre à l'endroit où la nourriture est distribuée.

Également, nous faisons un suivi des familles. Et comme les problèmes surgissent constamment, nous tâchons d'y remédier ; comme l'autre jour, lorsqu'un petit étant tombé malade, il fallut se rendre chez le médecin accompagné de sa mère et quand il fallut se rendre à la pharmacie, le papier de la CMU ne portant pas le nom de l'enfant, le pharmacien refusa de leur accorder gratuitement les médicaments (pour une somme de 18 euros) et ce pharmacien s'est bien gardé de nous signaler où ils devaient se rendre pour se les procurer gratuitement.

Enfin, quoi, notre intervention est quasiment quotidienne et même si elle ne se solde pas toujours par la réussite de notre concours elle a le mérite d'apporter de la chaleur humaine.

Si vous voulez participer à nos actions de solidarité envers les réfugiés, adressez vous au journal « Anarchosyndicalisme ! » qui fera suivre. ///



PIQUE NIQUE ABSTENTIONNISTE

A l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril dernier nous avons organisé un pique nique abstentionniste à la Prairie des Filtres à Toulouse. L'évènement a connu un succès certain comme le montre la photo. Nous avons ainsi pu discuter de la situation politique actuelle.



Nous vous invitons le 07 mai prochain afin de renouveler ce moment d'échange militant. Ca se passera à partir de midi toujours au point de ralliement qui est la banderole "Les élections passent, les problèmes restent"

RÉFLEXIONS SUR LA GUYANE

Pendant près d'un mois, la Guyane a été en ébullition. La grève générale a été effective, des barrages ont été montés un peu partout, les principales administrations ont été fermées et l'accès au centre spatial guyanais de Kourou bloqué.

La Guyane est un territoire riche qui possède des atouts non négligeables. S'ils étaient développés à bon escient, ils pourraient faire de la Guyane un véritable Eldorado où il ferait bon vivre. Mais, il faudrait, pour cela, que l'exploitation des ressources obéisse à une politique sensée, à la fois tournée vers les besoins de tous les habitants - sans distinction aucune - et tournée vers les impératifs environnementaux ; non pas soumise à une politique obéissant aux principes capitalistes : l'appropriation et le pillage systématique destinés à toujours enrichir la haute-bourgeoisie qui s'en fout plein les poches sous la protection et avec la complicité de l'État. Les républiques bananières d'Amérique du sud, si proches de la Guyane, nous en donnent déjà de beaux exemples*1. Pour en illustrer son potentiel, citons les sols qui regorgent de minerais ; l'or, le fer, la bauxite ou le diamant ; autant de ressources convoitées par les industries capitalistes. La proximité avec la forêt amazonienne lui donne accès à un écosystème singulier et luxuriant qui pourrait se prêter à bon nombre de recherches scientifiques afin d'améliorer la santé de tous. Les sous-sols marins qui bordent le territoire guyanais détiennent également un prodigieux potentiel. Malgré tout cela, c'est la misère et la précarité que l'on croise au coin des rues de toute la Guyane. Frontalière avec plusieurs pays d'Amérique du sud, la Guyane pourrait, pourtant, profiter de sa situation pour faire fructifier les échanges avec ses proches voisins. Mais, l'État force à importer les produits de première nécessité depuis la métropole ; ces mêmes produits dont le prix est majoré par le coût du transport et d'autres taxes spécifiques. La Guyane a un besoin pressant de développer ses infrastructures. Pour ce faire, elle a besoin

d'ouvriers du BTP pour les voies de communication ainsi que pour la restauration et la construction de bâtiments. Elle a besoin de personnels médicaux et d'enseignants. Mais bien que ce besoin d'emplois soit gigantesque, en 2015 déjà, le taux de chômage avoisinait les 22 pour cent (alors qu'il était de 9,7 pour cent en métropole). Les services administratifs et publics, ainsi que les emplois relatifs au centre spatial, sont occupés en grande partie par des métropolitains qui cherchent eux-aussi à vivre de leur travail. Il est vrai que la place est bonne puisque les salaires sont conséquents, ainsi ceux des fonctionnaires sont majorés de 40 pour cent par rapport à la métropole au titre d'une prime



d'éloignement. Ceci mène mécaniquement à une inflation et à un appauvrissement de la majeure partie des habitants. Le niveau de vie moyen est seulement égal à 33% de celui de la région parisienne. Ceci en dit long sur la misère des classes populaires du territoire guyanais et il découle naturellement des constatations un fort taux de criminalité, alternative désespérée et symptôme de la misère sociale, pour subsister et pour réussir à "respirer" quel qu'en soit le prix. Autre paradoxe, l'État apparaît comme la cause réelle des problèmes et c'est pourtant encore vers lui que les guyanais se sont tournés pour trouver une solution en lui réclamant une enveloppe de plus de 2

milliards d'euros pour financer les développements dans le département. En tant qu'anarchiste, c'est une posture qu'il nous est impossible de défendre ; parce qu'elle parle d'argent et qu'elle en appelle à l'État - deux piliers du capitalisme - qui joue-là sur son terrain de prédilection. Il nous paraît ici plus pertinent de s'intéresser à la façon dont le message a été adressé à l'État plutôt qu'à son contenu.

Tout avait démarré à partir d'une grève pour l'emploi et de meilleures conditions de travail à EDF. A cela, étaient venues se greffer les revendications des transporteurs sous-traitants du centre spatial, puis celles des agriculteurs. Ensuite, ont été formés des collectifs d'individus touchés par la pauvreté et ses conséquences. Ils ont, ensuite, été rejoints par des personnels hospitaliers et des salariés de la société de maintenance du centre spatial. Les barrages ont fleuri, concrétisant une prise de contrôle du territoire. Placés devant le fait accompli, les syndicats ont dû se résigner à déclarer la grève générale, sans doute impatients de gérer la crise au profit de l'État. A travers les réseaux sociaux du net, les personnes ont pu communiquer et se coordonner. Les appels à mobilisations et les annonces des barrages et des blocages se sont répandues comme une traînée de poudre. Les programmes de la radio locale ont laissé place à des informations continues sur l'évolution du mouvement. Afin de consolider le rapport de forces et de frapper là où ça fait mal à l'État, les blocages se sont naturellement orientés vers le centre spatial à Kourou. Paralyser cette activité lucrative a permis d'exercer une pression non négligeable pour se faire entendre. Si ce choix peut paraître aussi évident, c'est parce que, au vu de la gravité de la situation, il était nécessaire. L'action, pour les grévistes, était tout particulièrement intéressante par la dynamique qui s'était créée autour de chaque barrage. Là encore, des liens de

solidarité sont apparus. Toute personne ayant participé à des piquets de grève peut ressentir et comprendre les moments forts que les guyanais ont traversés. Ce sont des moments pendant lesquels on échange, on partage et on construit dans l'instant le collectif et l'avenir. Le sentiment qui les animait ne pouvait être qu'exacerbé par l'ampleur du mouvement qui, loin d'être restreint à une seule entreprise, a résonné dans tout le territoire. Une expérience collective a toujours une forte dimension sociale et, malgré l'abandon de la lutte, elle restera gravée dans les mémoires. Une assemblée, si elle est autonome, permet à tous de discuter des modalités et de la suite à donner à un mouvement de grève, des actions à mener et de la logistique. La prévision du maintien des barrages pendant les élections a remis en cause, pendant un court instant, la pertinence d'aller voter pour élire celui qui, de toute façon, perpétuera le système qui maintient les conditions du prolétariat guyanais au plus bas – et en connaissance de cause. Pourtant, la démocratie, la vraie, c'est le pouvoir des gens quand ceux-ci coordonnent les assemblées populaires où, tous ensemble, décident de la gestion des biens et des ressources, dans l'intérêt de tous.

C'est à cet endroit que nous pouvions formuler quelques réserves. Pourquoi se restreindre à des revendications auprès de l'État et ne pas oser de conquête plus ambitieuse ? Pourquoi ne pas étendre les principes d'assemblée populaire à l'ensemble des secteurs économiques et sociaux et coordonner ainsi l'ensemble du territoire en excluant toute structure étatique, tout contrôle patronal ? L'État, quant à lui, a joué son rôle, celui de sauvegarder les intérêts des classes dirigeantes. L'État a misé, comme à son habitude, sur l'enlèvement de la situation et a cultivé les divisions sociales, tout en invoquant la fibre identitaire et l'état de droit. Empêtrée dans ses paradoxes, la Guyane ne semble pas pouvoir assurer à elle seule ses besoins en matière de produits de première nécessité. Dans l'état actuel des choses, elle est dépendante, sur ce point, de la métropole, à l'instar d'un siège militaire. Les pénuries commençaient à naître dans des station services, et des magasins se sont vus dans l'obligation de fermer. Pourtant, la seule fa-

çon de faire perdurer la lutte était la solidarité, et l'enthousiasme qui l'accompagne. Ce n'est pas un hasard si on trouve de nombreux chefs d'entreprises et des conducteurs de travaux dans les marches réactionnaires du mardi 11 avril à Kourou et du mercredi 12 avril à Cayenne pour demander l'arrêt du mouvement de grève et des barrages, preuve que cette dynamique leur était, sinon hostile, du moins leur échappait-elle.

Illustration encore une fois de la collusion de l'État et des capitalistes. Ceci a, au moins, eu pour effet d'infliger un retentissant démenti à la déclaration de la ministre de l'Outre-mer qui prétendait s'adresser à un "Peuple guyanais" comme s'il s'agissait d'une unité indivisible, soudée dans une identité particulière, alors que ce qui s'est exprimé-là, c'est la fracture sociale, celle des inégalités économiques et du cortège idéologique qui les accompagnent. Rappelons encore que le Peuple est universel, et que celui-ci est en lutte partout dans le monde. Les pauvres sont les mêmes partout – ceux de Guyane ne diffèrent pas des autres.

L'État a sorti une de ses armes favorites : le vote. Il a invité les individus à abandonner les barricades pour se rendre aux urnes. Les hommes et les femmes qui participaient à ce mouvement social tenaient quelque chose de concret entre leurs mains, et il est dommage, pour eux et pour l'ensemble du prolétariat, de l'avoir laissé s'envoler contre quelques illusoire promesses de campagne ou de l'administration en place. Ne nous berçons pas d'illusions car, sans maintenir ou accentuer le rapport de forces et sans combat, il n'y a pas de victoire. De mémoire, citons la Tunisie de 2011, et rappelons comment l'espoir dans des élections ont mis un coup d'arrêt au mouvement émancipateur en renvoyant les gens chez eux alors qu'ils occupaient la place publique. La démocratie réelle, c'est l'anarchisme ; elle se fait par et pour les individus, dans les faits et non dans les textes. La démocratie réelle, c'est la démocratie directe, celle des gens, et elle n'est pas, et ne sera jamais, le pouvoir de quelques politiciens proclamés représentants, bien à l'abri dans leurs palais d'où ils nous expliquent, en dépit du bon sens, ce qui est bien ou mal de

faire ; alors que les assemblées populaires sont, elles seules, à même de définir ce qui est bon et mauvais pour les gens qui les composent. Les individus sont capables de s'entendre entre eux, au-delà des coups de gueule, en s'affranchissant des hiérarchies sociales et du pouvoir, qui ne fait jamais qu'entretenir et gérer la misère sociale.

Un exemple : Dans les mesures proposées par le gouvernement - lequel est sur son terrain quand il peut marchander sur le montant des sommes qu'il faudrait allouer à la Guyane - la construction d'une prison, d'un pénitencier et le stationnement permanent d'unités de gendarmerie mobile montre de quelle façon l'État compte répondre aux problèmes sociaux. Des unités de gendarmerie mobile permanentes pour lutter contre la criminalité ? ... Un bon prétexte en attendant d'agir contre les mouvements sociaux que l'État est ses nervis ne manqueront pas d'entraîner, s'il le peut, dans le spectaculaire du télévisuel pour mieux les criminaliser – à moins qu'un mouvement se nourrissant de la cohérence d'un vrai projet de société n'émerge. Il s'agit pour l'État d'accentuer la répression, d'exclure ceux qui n'ont pas d'autre alternative que la délinquance comme ceux qui sont les laissés pour compte pendant que d'autres absorberont de généreuses subventions – l'argent public - par tous les canaux possibles et imaginables sous l'œil complice de l'État. Ce dernier ne changera rien fondamentalement ; ce qu'il cherche c'est à perpétuer son pouvoir en arrosant la bourgeoisie guyanaise – des prisons pour les uns, des subventions pour les autres - afin que celle-ci se range derrière l'État qui fait siens leurs intérêts. L'État trouve, là, sa raison d'être : protéger les privilèges de quelques-uns contre une population désarmée qui s'est peut-être, pendant un court laps de temps, elle-même cherché une solution. Les prolétaires de Guyane, toutes "origines" géographiques confondues et unis par leurs seules conditions sociales, ne seront jamais mieux servis que par eux-mêmes. ///

1_Voir notre article sur le Venezuela dans ce même numéro.

VENEZUELA

Nous reproduisons, ici, un communiqué signé par les éditeurs de *Gargantas Libertarias* (de la région vénézuélienne), lequel porte originellement comme nom " Déclaration Anarchiste contre la Charte Démocratique Inter-américaine et l'État".

Actuellement, le Venezuela subit l'une des pires crises de l'histoire et, comme à l'accoutumé, le peuple demeure la victime de ceux qui tirent les ficelles et qui manipulent les circonstances ainsi que nos conditions de vie rendant de plus en plus difficile le fait même d'exister. Avant tout cela, et ce qu'ici le statut quo ne mentionne pas, nous, en tant qu'anarchistes du Venezuela, nous avons besoin de définir une position et d'exposer publiquement notre opinion.

1. Nous refusons l'application de la Charte Démocratique Inter-américaine et nous affirmons que, par le mécanisme qu'elle renferme, c'est un acte dans lequel les États, autoritaires et corrompus, et qui sont eux-mêmes les violeurs des Droits de l'homme, seront ceux qui condamneront leurs homologues, (Dans ce cas : sera-ce l'État mexicain actuellement administré par Peña Nieto, pays des fosses communes ? Ou l'État chilien, spécialiste dans la répression des manifestations des villages Mapuche ? Ou bien l'État argentin de Macri dans lequel les droits sociaux sont violés ? ou encore, sans aller très loin, les États-Unis ?) et qui décideront pour nous en nous imposant leurs décisions et en perpétuant encore un peu plus la structure étatique.

En tant qu'anarchistes, nous constatons que, d'un point de vue historique, cela signifie un changement substantiel dans la politique qui ne va pas au-delà d'un changement de chef. La Charte n'élimine pas les corps répressifs, n'élimine pas l'État Capital, ne reflète pas les problèmes sociaux, et avec ceci nous pouvons ajouter que nous n'avons pas vu l'empathie de la communauté internationale contre l'Arc Minier de l'Orénoque (AMO) qui condamne les mines à ciel ouvert, qui condamne 12 % du territoire national, riche en biodiversité, plein d'histoire de luttes et racines de beaucoup de peuples indigènes. Ce qui nous préoccupe, au-delà des arguments des uns ou des autres, c'est que, comme population, nous ne soyons pas informés des nouvelles limites auxquelles nous serons assujettis et, partant de là, que la communauté internationale ne puisse s'en prévaloir afin d'intervenir militairement au pays. Comme conséquence

postérieure de l'application de la charte, le Venezuela serait officiellement condamné internationalement et cela générerait une série de relations non conventionnelles, qui viendrait s'ajouter aux problèmes que nous subissons déjà comme, par exemple, la pénurie, le coût élevé de la vie, l'impunité, la contamination de l'eau, et la liste n'est pas exhaustive.

L'État Vénézuélien viole les Droits de l'homme depuis longtemps et cela n'a pas empêché les transnationales d'obtenir des profits exorbitants, en niant la constitution pour pouvoir développer leur projets d'extraction, et en violant leurs propres lois bourgeoises, ce qui nous permet de mettre en évidence que la morale démocratique et juridique n'est,

2. Notre opposition à la Charte démocratique ne signifie pas que nous appuyions l'actuel gouvernement. Nous pensons que le discours officiel, celui de la MUD, et celui des autres partis politiques, ne sont que des formes différentes pour un même fond. Bien que leurs discours parlent de développement ou qu'ils soient progressistes, aucun ne propose une vraie alternative d'autonomie contre le capitalisme et, par conséquent, de la politique d'extraction. La plupart d'entre eux encourage la répression, justifie le militarisme, le clientélisme politique et la majorité voit, comme seule priorité, les paiements des dettes extérieures sans se soucier du fait que c'est tout cela qui est la source des problèmes principaux qui ont aggravés une situation déjà faite d'extrême précarité et de dépendance de la population.

L'anarchisme comme idéal rejette l'État sous toutes ses formes, sans exception aucune, il ne se soumet pas à ce que les structures de pouvoir imposent à la population. Il voit dans la démocratie une forme de capitalisme qui cherche à vendre le meilleur produit, lequel, dans ce cas-ci, est le "meilleur" guide, afin que les gens l'achètent de leur propre volonté, et, dans ce cas-ci, il s'agit de voter pour le produit auquel ils payeront un confortable salaire.

3. En tant qu'anarchistes, nous plaçons pour la réalisation d'une Fédération de Communes Autonomes dont le but est une société horizontale, sans contraintes, autonome et autogérée, agissant à partir de la vie quotidienne, proche des mouvements sociaux qui se heurtent aux structures du pouvoir, et proche des manifestations populaires qui revendiquent les droits des classes marginalisées et opprimées. ///

<https://gargantas-libertarias.blogspot.fr/2017/04/pronunciamiento-anarquista-contra-la.html>



pour eux, rien d'autre qu'un prétexte fallacieux. C'est là que le masque de l'État et du capitalisme tombe. Après l'application de la charte : quelles seront les relations des multinationales avec le nouveau gouvernement national ?

Nous avons la certitude qu'ils suivront les accords, ces relations post-charte démocratique peuvent être démontrées par l'exemple de la première charte appliquée dans l'histoire, impulsée par Alejandro Toledo contre la dictature de Fujimori, après que lui-même ait renoncé. Alejandro Toledo, dans sa gestion en tant que président, a lui aussi perpétué l'IIRSA signé par Fujimori, et il a signé de nouveaux accords avec les multinationales minières en les exonérant d'impôts et en réprimant les communautés paysannes qui s'y opposaient.

CENETISTEMENT

Chers abonnés.

Le nouveau comité de rédaction d'"Anarchosyndicalisme !" met à jour les abonnements. Une bande entoure votre journal quand vous le recevez dans votre boîte aux lettres. Sur celle-ci figure un numéro. Vous êtes à jour de votre abonnement si ce numéro est supérieur au numéro figurant sur la couverture du journal. Nous remercions par avance les lecteurs en retard d'abonnement d'y remédier, car c'est grâce aux dons et cotisations de vous tous que le journal peut être publié. Si certains

parmi vous rencontrent des difficultés financières, nous souhaitons qu'ils nous en fassent part afin que nous puissions continuer à leur envoyer "Anarchosyndicalisme !".

Nous profitons de l'occasion pour remercier les abonnés de leur soutien, mais également tous ceux qui nous envoient des articles - nous ne pouvons, malheureusement, pas tout publier - et dont nous nous inspirons parfois pour rédiger des articles toujours collectifs. Nous remercions aussi ceux

qui nous soutiennent moralement par des messages de sympathie ou ceux qui nous envoient des suggestions diverses. A vous tous, pour l'intérêt et le soutien que vous apportez au journal et pour les encouragements que vous nous envoyez, l'ensemble des militants de la CNT-AIT tient à vous remercier et vous adresse leurs amitiés anarcho-syndicalistes.

A notre tour, nous vous encourageons à faire connaître notre journal !

///

POUR REFLECHIR AU SOLEIL

Comme chaque été, des cénétistes, seuls ou en famille, des amis et des sympathisants de tous âges, se retrouveront pendant la semaine du 30 juillet à midi au 06 août 2017 à midi pour vivre, ensemble, une semaine (ou quelques jours seulement) de détente et de réflexion. Comme toujours, cette semaine sera auto-organisée et mêlera des activités de loisirs, culturelles, sportives et bien sûr de la réflexion ... en fonction des propositions et des apports de chaque participant. Les années précédentes ont eu lieu, par exemple, des initiations à l'espagnol, à l'anglais, à l'esperanto ou à l'informatique, des ateliers militants (prendre la parole en public, écrire un article, comprendre l'économie, le droit syndical ...), et des débats sur des thèmes de fond ou d'actualité. Cette année nous parlerons, bien sûr, de l'actualité, mais nous aborderons aussi les thèmes de fond. La participation aux activités est totalement libre bien que l'assemblée du soir (en général rapide) est vivement recommandée. Celle-ci permet d'organiser la logistique au bon déroulement du camping. Si vous souhaitez en savoir plus, prenez contact avec nous par courrier ou par mail (adresses en page 2).

Les militants de la CNT-AIT

A los companeros de Espana.

REFLEXIONAR BAJO EL SOL.

Cada verano, los CeNeTistas, solos o con la familia, los amigos y sympatisantes de todas las edades, se reunirán durante la semana del 30 de julio al medio día hasta el 06 de agosto del 2017 al medio día para vivir, juntos, una semana (o unos días solamente) de descanso y de reflexión. Como siempre, esta semana sera auto-organizada y combinará actividades de ocio, culturales, deportivas y, por supuesto, de reflexion ... en acuerdo con las propuestas y contribuciones de cada participante. En años anteriores se llevaron a cabo, por ejemplo, la iniciación al español, al Inglés, al esperanto o a informatica, a estudios militantes (para hablar en público, escribir un artículo, entender la economía, derecho laboral ...), y los debates sobre temas de fondo o de actualidad. Este año, hablaremos, por cierto, de la actualidad, pero también debatiremos de las cuestiones de fondo. La participación en las actividades es totalmente libre. El único requisito es la asamblea (generalmente rápida), después de la cena, donde se organiza la vida cotidiana del camping. Si desea saber más, póngase en contacto con nosotros por correo postal o electrónico (en la página 2 estan las direcciones).



Le 1^o mai, c'est Notre Histoire.

La recherche historique renvoie toujours à la culpabilité des capitalistes et de l'État. C'est le cas du 1^o mai, devenu la fête du muguet où vous vous promenez, si vous aimez les balades et les jolies banderoles syndicales. Cette année, le 1^o mai tombe entre les deux tours des élections. A cette occasion, nous rappelons la vérité historique ; la nature criminelle du capitalisme et du pouvoir politique qui est à sa botte, et pourquoi le 1^o mai fut pendant longtemps*1 le symbole de la lutte d'émancipation du prolétariat. En cette période électorale, cela doit révéler, à ceux qui ne le savent pas encore, que le vote est une manipulation visant à perpétuer l'exploitation capitaliste. Et, les manipulations, le pouvoir connaît. Rappelons, à cet effet, les événements qui conduisirent à la journée du 1^o mai.

Les travailleurs de Chicago vivaient dans des conditions terribles qui découlaient de l'exploitation forcenée de la bourgeoisie, réactionnaire et sans pitié.

Beaucoup de ces ouvriers faisaient encore des journées de quatorze heures, voire seize. Leurs familles s'entassaient dans des taudis. La majorité des employeurs payait des milices armées composées d'individus sans scrupules, procurés par l'agence de sécurité privée "Pinkerton". Ces nervis, sûrs de leur impunité, multipliaient les provocations. Le patronat avait également à sa botte toute une presse servile. Le Chicago Times n'hésitait pas à écrire : "La prison et les travaux forcés sont la seule solution possible de la question sociale. Il faut espérer que l'usage en deviendra général".

Le 3 mai 1886, 8.000 grévistes*2 réclamaient, notamment, la journée des 8 heures*3. Ils étaient venus conspuer les jaunes*4 à la sortie de l'usine Mac Cormick. Les grévistes y furent violemment matraqués par les nervis de Pinkerton. Aux coups de revolvers de ces derniers, firent écho les fusils à répétition de la police arrivée pour leur prêter main forte. La foule dut s'enfuir en laissant

sur place des morts et des blessés. Le 04 mai, des milliers de personnes se réunirent pour écouter les discours de quelques militants anarchosyndicalistes, entre autres Spies, Fielden, et Parsons dont la femme était accompagnée de leurs 2 petits enfants. Au moment de se retirer, la police chargea violemment les manifestants. Une bombe artisanale faucha, alors, un certain nombre de policiers. Aidés par des renforts, ils mitraillèrent la foule qui fut saisie de panique. Le carnage fut effroyable.

Après ce bain de sang, les autorités décrétèrent l'état de siège pendant que la troupe occupait certains quartiers de la ville. Des perquisitions et beaucoup d'arrestations eurent lieu, principalement, celles d'anarchistes en vue. Le patronat voulait à tout prix se débarrasser des militants jugés trop intelligents car trop dangereux pour lui. Maurice Dommanget écrit dans son

"Histoire du 1^o mai" : "Bref, ce fut une caricature de jury, d'instruction, de procès, une ignoble parodie de justice devant aboutir à un jugement de classe dans toute l'acception du terme".

Les 8 inculpés se défendirent eux-mêmes et montrèrent un cran formi-

dable face à la clique des magistrats. Cinq furent condamnés à la pendaison : Spies, Fischer, Lingg, Engel et Parsons ; Schwab et Fielden à la prison à vie et Neebe à une durée d'emprisonnement de 15 ans. Le verdict fut rendu le 20 août 1886 et confirmé par un arrêt du 20 septembre 1887, après appel. La Cour suprême des USA ne consentit pas à casser le jugement pour vice de forme, et 4 condamnés furent pendus le 11 novembre 1887 (Lingg s'étant suicidé dans sa cellule l'avant-veille). Quelques années plus tard, le nouveau gouverneur de l'Illinois, John Altgeld rouvrit le dossier. A la suite d'une longue enquête, il fut convaincu de l'innocence des 8 accusés. Il dénonça les faux témoignages organisés par le ministère public, le choix de jurés aux ordres, les infamies du procès et il dit : "Une telle atrocité n'a pas de précédent dans notre histoire !". Pas de précédent, peut-être, mais, 40 ans après, il y aura une affaire semblable qui, elle aussi, immortalisera les victimes : l'assassinat légal de Sacco et Vanzetti, en 1927, tous deux anarchistes. Fielden pro-

nonçait cette phrase merveilleuse, le dernier jour du procès : "Si ma vie doit servir à la défense des principes du socialisme et de l'anarchie, tels que je les ai compris et dont je crois honnêtement qu'ils sont dans l'intérêt de l'Humanité, je vous déclare que je suis heureux de la donner ; et c'est un très bas prix pour un si grand résultat".

En ce qui concerne la CNT-AIT, le 1^o mai reste un symbole de la lutte des classes. Cet événement tragique montre comment le pouvoir patronal et celui de l'État réposent à la grève des ouvriers : Terrorisme, manipulation, assassinat.

Parsons et Spies, dans un tract de 1883 distribué à Pittsburgh affirmaient que : «Toute tentative du passé de réformer ce système monstrueux par des moyens pacifiques, comme les urnes, a été futile, et tout autre effort de ce type le sera encore... Alors il ne restera qu'un seul recours : la force !*5».

En hommage aux cinq martyrs de Chicago, à Paris en 1889, le Congrès des ouvriers socialistes instaura le 1^o mai comme "La Journée internationale des travailleurs et des travailleuses". En 1890, cette journée fut commémorée pour la première fois. Lucy Parsons connue comme la "veuve mexicaine des martyrs de Chicago" était la fille d'un peau-rouge et d'une noire. Lucy Gonzalez naquit esclave en 1853, au Texas, qui, 5 ans plus tôt, était territoire mexicain. Orpheline à 3 ans, on l'envoya dans les champs de coton dès qu'elle fut en mesure de travailler. À 19 ans, elle épousa Albert Parsons. Quasiment considérés comme un couple illégal, car la mixité raciale était interdite dans les États du Sud, ils faisaient partie du petit nombre de militants luttant pour le droit des Noirs. Pour ces 2 raisons, les menaces de mort consécutives les obligèrent à partir pour Chicago en 1873. ///

1. Avant la récupération par le régime de Vichy qui en détourna la signification. 2. En grève depuis le 1^o mai. 3. La lutte finit par payer : La journée des 8 heures fut conquise. C'est leurs luttes et celles menées partout dans le monde par le prolétariat qui fit reculer les capitalistes et c'est à ces luttes que nous devons l'amélioration de nos conditions de vie. 4. Les jaunes sont des syndicaux et des ouvriers collabos, non-grévistes, refusant l'affrontement et à la botte du patronat. Ce terme a, à juste titre, pris le sens de "traître". 5. Par «la force», il faut comprendre le rapport de forces, et non la violence. C'est l'État et les capitalistes qui imposent leur violence..

